

SOMMAIRE

Méditation sur la mort d'un Roi
 La Révolution
 Le rationalisme et la sécularisation du monde
 En quelques lignes...
 « Les Célibataires » de Henry de Montherlant
 La Chine à vol d'oiseau
 A propos de deux livres récents sur Léopold II

Georges DUBOIS-CLAVIER
 Georges LENOTRE
 Victor GIRAUD
 * * *
 Georges POULET
 William MARTIN
 Ivan PAUL

La Semaine

Alors qu'un ministère Jaspar était pratiquement constitué, il y a huit jours, à l'heure où nous écrivions nos notes hebdomadaires, le vendredi matin « l'accroc » se produisait. Nous voilà, cette fois, en présence d'un gouvernement Theunis-Franqui. Il n'a pas la cote d'amour. L'opinion publique est méfiante. A tort ou à raison, elle s' imagine que la Haute Finance place son intérêt particulier avant l'intérêt général et le souci de se tirer au mieux, elle, d'un mauvais pas avant celui de défendre et de promouvoir le bien commun. Il faut reconnaître que pas mal d'apparences justifient les craintes de cette opinion publique... Nous disons des apparences, car, au fond, en ce moment, l'intérêt, non pas de telle banque ou de tel banquier, mais des banques en général, coïncide avec celui de la généralité des Belges. L'occasion est belle, pour un gouvernement énergique, de le proclamer hautement et, surtout, de le démontrer par des actes.

Que feront, demain, MM. Theunis et Franqui? Que ne peuvent-ils, s'ils le veulent?... Mais que veulent-ils?..

Une dernière expérience de parlementarisme, a dit M. Flandin en présentant son gouvernement à la Chambre française. Une dernière expérience de gouvernement constitutionnel, dirions-nous du Cabinet Theunis... S'il devait échouer, si, malgré l'approbation du Parlement, malgré les pouvoirs spéciaux, il s'avérait incapable et impuissant, la crise du régime serait ouverte chez nous... Heureusement, nous sommes en monarchie...

* * *

Evidemment, un Salazar est une exception que l'on admire et que l'on envie, mais qui ne s'invente pas. Un homme compétent, doué des qualités qui font l'homme d'Etat et le chef, sans ambition personnelle, pauvre et désirent le rester, sans besoins, énergique et aimant son pays d'un tel amour qu'il lui consacre toute son activité, ayant su inspirer à tout un peuple, par une intégrité totale, une confiance illimitée : un tel homme sera toujours la rarissime exception, un bienfait des dieux sur lequel il est sage de ne jamais compter. Nous n'avons pas de Salazar à mettre à la tête d'un gouvernement, un Salazar qui donnerait aux Belges l'impression et la certitude que de grands intérêts financiers ne s'exerceront pas contre la Nation mais serviront au contraire le bien général de toutes leurs forces, qui sont énormes. Toutefois, il nous paraît que MM. Theunis et Franqui pourraient, en ce moment, jouer un rôle qui marquerait une date dans l'histoire de notre pays. Pour cela, il leur faudrait montrer à ce pays, rapidement et fortement, que, dégagés une bonne fois et pour toujours — et pas seulement pour la forme et à titre transitoire — de toutes les attaches qui les liaient — très légitimement d'ailleurs — à d'importants intérêts particuliers, ils n'ont plus en vue que l'intérêt général. Ce ne sera pas facile. Ce sera même fort difficile vu les appréhensions d'un public qui n'est que trop porté, aux heures de crise, à chercher le bouc émissaire et à endosser, en ce moment, à la Haute Finance tout ce dont il souffre. Mais est-ce impossible? Nous ne le pensons pas.

Des mesures urgentes s'imposent. Des décisions graves. Une politique hardie et courageuse. Pour réussir, il faudra savoir parler au pays. Influencer l'opinion publique par-dessus la presse et

par-dessus les partis politiques. Rien ne se fera sans la collaboration de l'immense majorité des Belges. Le grave problème psychologique est celui de donner à ces Belges la certitude que l'équipe nouvelle veut avant tout le salut de la collectivité, même, s'il le faut, en sacrifiant des intérêts particuliers importants, dont hier encore, tel ministre d'aujourd'hui, devait, par les devoirs de sa charge, assumer la défense particulière, au besoin contre l'intérêt général... Voilà qui fait toucher du doigt l'immense difficulté de la tâche. Répétons-le, toutefois, elle n'est pas impossible. Et puis, elle conditionne toute l'œuvre du nouveau gouvernement...

On ne demande donc pas à MM. Theunis et Franqui d'imiter un Salazar en renonçant à tout ce dont la richesse, fruit d'un grand labeur, a permis de s'entourer. On leur demande seulement de donner, comme le dictateur portugais, l'impression très nette que, chargés de gouverner le Royaume, de sauver le pays dans une heure particulièrement difficile, tous les intérêts particuliers, quels qu'ils soient, sont, pour eux, soumis au Bien Commun...

Que si, par malheur, ces hommes si puissants, hésitent à se dégager et à se placer au-dessus de tout, à côté du Roi dont ils sont les ministres; si, par malheur, cette équipe de financiers se révélait impuissante à tirer le pays du mauvais pas où l'ont mis, avant tout, les imprudences et les erreurs de la Haute Finance, gare à la réaction! Les foules sont aveugles. On ne manquerait pas de charger la Banque de tous les péchés d'Israël et de lui faire payer bien au delà de ses fautes...

Au gouvernement Theunis-Franqui tous nos vœux de réussite! L'expérience de la vie enseigne qu'il ne faut, hélas!, pas demander beaucoup aux hommes. Cette fois les circonstances obligent des gouvernants à une abnégation peu commune. Pour réussir MM. Theunis et Franqui sont acculés à ce qu'il faut bien appeler par son nom : un détachement qui touche à l'héroïsme...

Avec le cardinal Pierre Gasparri, disparaît un homme qui exerça la plus grande influence dans l'Eglise. Evidemment, l'Histoire n'essayera que bien plus tard de définir le rôle et de juger l'action et l'œuvre du secrétaire d'Etat des années de guerre et de l'après-guerre. Sa disparition fait reparler, un peu partout dans la presse, de sa prétendue germanophilie. Des apologistes plus zélés qu'adroits croient devoir exagérer « en sens contraire ». Le cardinal Gasparri souhaitait-il une victoire allemande? Rien ne permet de l'affirmer. Sans doute quelque Pastor de l'avenir finira-t-il par établir un jour ses dispositions intimes. Entre-temps ce qui paraît acquis, c'est que le secrétaire d'Etat avait la conviction que les Centraux l'emporteraient. Que cette conviction ait alors inspiré sa conduite, rien de plus normal, rien de plus légitime. L'histoire se prononcera, en connaissance de cause, sur les modalités de cette conduite, mais dès à présent on peut affirmer qu'elle se justifie *en bloc*. Ce qui ne veut pas dire qu'elle fut bien inspirée toujours, ni qu'il ne soit pas permis de regretter, non seulement son erreur de base, mais encore que, même basée sur cette erreur, elle n'ait pas, en plus d'une circonstance, été autre qu'elle ne fut...

Nous entendîmes — par une personnalité ecclésiastique étrangère de tout premier plan, et qui avait beaucoup fréquenté le Cardinal, — soutenir, brillamment d'ailleurs, cette thèse fort juste : « avec la conviction humaine qu'avait le cardinal Gasparri d'une victoire certaine des Centraux, l'étonnant, le merveilleux, le miraculeux même, et qui prouve que l'assistance du Saint-Esprit n'est pas un vain mot, c'est qu'il n'ait pas engagé, compromis l'Eglise, que celle-ci soit restée aussi neutre qu'elle l'est restée et qu'elle devait le rester » ...

D'autre part, un Anglais de marque, qui avait été chargé d'ébranler l'opinion du cardinal Gasparri sur l'issue de la guerre, et qui avait vainement expliqué au secrétaire d'Etat qu'il se méprenait sur les forces en présence et en particulier sur la volonté de l'Angleterre qui, en aucun cas, ne cesserait la lutte avant la victoire, ajoutait : « Je ne l'ai certainement pas fait changer d'avis. Mais soyons indulgents. J'étais en octobre 1918 au quartier général du maréchal Haig. Et bien, le maréchal Haig m'a dit, à ce moment-là, à quelques semaines de la débâcle allemande, qu'il ne croyait pas que les Allemands pourraient jamais être battus militairement! »...

L'Université libre de Bruxelles a fêté son centenaire. Fille de la franc-maçonnerie, l'Université de Bruxelles fut fondée pour libérer la Belgique de l'emprise du dogme et de la sujétion cléricale. Si elle a fait beaucoup de mal à l'Eglise, elle lui a rendu le service involontaire de stimuler son zèle dans la défense d'intérêts primordiaux. *Oportet haereses esse!* Si Bruxelles s'est quelque peu assagi, le sectarisme y règne toujours en maître et, pour y enseigner, il faut, non seulement adhérer au libre examen comme méthode, mais faire profession d'anticatholicisme, c'est-à-dire, renoncer, pratiquement, à examiner librement la vérité catholique...

Beaucoup de Belges n'étant plus catholiques, nous formons les vœux les plus sincères de voir l'Université de Bruxelles, où tant de compatriotes vont se former, pratiquer le culte sincère et loyal de la Science, l'amour fervent de la Vérité, culte et amour qui ne peuvent que rapprocher de Dieu.

M. Paul Hymans vient d'y déclarer que la devise de l'Université est toujours : « le libre examen, le droit de tout dire pour la science, en vue de rechercher le vrai ». Bien comprise, cette devise est la nôtre! Quoi qu'il en soit, souhaitons à Bruxelles d'examiner librement même les préjugés anticatholiques, même les faux dogmes de la pensée dite libre...

« *Le libre examen* — s'est écrié M. Hymans — est une idée autant qu'une méthode. [...] Elle engendre la tolérance qui n'est pas une abdication ou une lâcheté, et n'implique pas le désarmement devant l'erreur, mais commande le respect du droit d'autrui et de la personne qui pense, agit ou parle différemment. Sans tolérance, il n'y a pas de liberté. »

Bravo! Et puisse Bruxelles pratiquer davantage cette tolérance-là... Mais entre-temps, le fait est que les catholiques sortis de Louvain sont autrement tolérants que les non-catholiques sortis de Bruxelles et que, dans notre pays, le sectarisme de gauche est joliment plus virulent que le sectarisme de droite. Les exemples abondent... Et le dernier ne serait-il pas les vigoureux « A bas la calotte... » qui n'ont que trop retenti au cours des fêtes du Centenaire de Bruxelles?...

L'Université a une double mission, rappelait M. Hymans, « la recherche scientifique et le haut enseignement ». Que Bruxelles remplisse aussi brillamment que possible ces deux missions! Qu'elle s'adonne de façon tellement intense à la recherche de la vérité jusqu'à finir par trouver la vérité totale. Et qu'elle ait une conscience tellement haute de sa tâche jusqu'à n'enseigner

comme certain que ce qui est certain... Mais que le moins d'étudiants catholiques possible aillent lui demander ce qu'elle ne peut leur donner : une formation intellectuelle qui ne néglige pas *a priori*, quand elle ne heurte pas de front, la vérité chrétienne qui, seule, donne son sens à la vie...

A ceux qu'un breuvage un peu fort n'effraie pas, et qui aiment retrouver des idées chères sous une forme vive, haute en couleurs, incrustées dans des paradoxes saisissants, voire, parfois, des outrances hardies, nous ne saurions assez recommander la lecture du pamphlet que vient de publier notre collaborateur et ami, M. Robert Poulet, sans doute la meilleure plume que compte, en ce moment, le journalisme belge.

La Révolution est à droite! Robert Poulet, qui confesse avoir cru, d'abord, qu'elle était à gauche, nous le crie tout le long des 225 pages d'un petit livre qui est « un acte d'impatience et de soulagement ». Quelle coulée de lave! Nos lecteurs ont d'ailleurs pu en juger par la primeur des pages finales, le bouquet de ce feu d'artifice. Poulet est avant tout poète et artiste, furieux, d'une belle fureur, d'avoir — parce qu'il aime son pays, et par la faute de la démocratie politique qui tue l'Etat — à s'occuper, lui qui ne demanderait qu'à se... « foutre de l'Etat », d'une restauration de l'Etat! Paradoxe, oui, mais, comme souvent, vérité profonde...

Oh! une certaine « raisonnable » se voilera la face devant les violences du pamphlet. Elle aura tort. Elle n'y comprendra rien, dans sa tiédeur qui se croit sagesse et qui n'est que médiocrité et qu'incompréhension.

Le tempérament de Poulet? Nous écrivions la semaine dernière, parlant du fascisme : « Il a fait tourner la marée, renversé la vapeur, changé l'atmosphère. La réaction européenne fut amorcée par lui. Il restera comme la première et décisive réaction contre un libéralisme et une démocratie politique dissolvante et corruptrice ». Voici ce qui devient une idée similaire sous la plume de Robert Poulet :

Si la crise est ce qui se passe depuis cinq ans en Europe, je bénis, j'adore la crise; je la presse sur mon cœur; c'est le paradis. On ne vomit plus tous les jours au spectacle des mœurs de son époque; ce n'est plus qu'un jour sur deux : progrès immense et inespéré.

Et ceci :

Jamais, sans doute, on ne crut avec cette paisible foi que le grand, le haut et le bien de la vie se mesurent à longueur de chèque et qu'il suffit à une crapule de tirer à tour de bras sur la Société Générale pour être un homme de bien.

* * *

Comme on parle beaucoup des banquiers, ces jours-ci, citons ce qu'en dit notre « pamphlétaire » :

Je ne déteste pas les banquiers. Ils ont quelque chose d'innocent et de forcené à la fois qui me séduit, comme aussi leur prétention puérile à embrasser les réalités pratiques. En fait, peu d'hommes sont moins aptes à la politique et aux affaires ordinaires, parce que peu sont aussi inhabiles à la psychologie, pour la raison suivante. Toute l'expérience psychologique d'un manieur d'argent est faussée par le fait de l'intervention continue du facteur « argent », lequel écrase la plupart des ressorts moraux : ainsi un abatteur de Chicago qui voudrait disserter sur le caractère des bêtes domestiques. Le banquier ne voit presque jamais de gens qu'en proie à l'obsession d'un puissant intérêt financier. Malgré cela, les banquiers se croient des hommes très forts, capables de manier les esprits et de sonder les âmes. Cela m'attendrit un peu.

Mais ce sentiment n'empêche pas la charité bien entendue, dont l'un des premiers devoirs est d'empêcher le prochain de mettre tout à feu et à sang. Il n'en faut pas vouloir aux banquiers : ils ont cultivé leur champ aussi loin qu'ils le pouvaient sans rencontrer

(Voir suite page 26)

Méditation

sur la mort d'un Roi⁽¹⁾

« ... La richesse crée des devoirs aux peuples comme aux individus : seules les forces intellectuelles et morales d'une nation fécondent sa prospérité... »

le devoir des princes est dicté à leur conscience par l'âme des peuples... »

Discours du trône, 23 décembre 1909.

« Dans ces graves circonstances, deux vertus sont indispensables : le courage calme, mais ferme et l'union de tous les Belges. »

Discours aux Chambres le 4 août 1914.

« Messieurs, je vous apporte le salut de l'Armée. »

Discours aux Chambres le 22 nov. 1918.

« Je ne suis ni bolchéviste, ni de gauche, croyez-le bien. Mais... je tiens à défendre mes ouvriers belges contre la finance internationale. »

Paroles à M. Charles Maurras en 1921.

« Je compte sur vous, Monsieur Janson, pour protéger la petite épargne. »

Paroles du Roi la veille de sa mort (2).

L'œuvre de la Monarchie

Un rocher... un affût de canon... ainsi entre dans l'histoire et dans la légende un sportif et un soldat.

A la tranquille bravoure des vieux militaires il alliait la vertu politique de la volonté réfléchie.

Sa timidité, lorsqu'elle apparut comme le masque imposé par sa modestie à son courage, la simplicité de son caractère, lorsqu'on y vit la conséquence de la bonté du cœur, son goût des sports dangereux, lorsqu'on le comprit comme l'éclatement de son énergie, lui valurent une popularité que n'assurèrent jamais le faste et l'apparat.

Léopold II lui avait laissé une nation trop grande pour un peuple trop petit. Le 4 août 1914, Il secoue la poussière des manuels d'histoire couvrant les six cents Franchimontois; de Monsieur Beulemans et de ses fils il fait les soldats de l'Yser; Il rend au peuple le sens de ses destinées et désormais aux yeux du monde l'héroïsme du Roi sera l'aval de l'héroïsme du pays tout entier.

Roi constitutionnel, Il fut respectueux, jusqu'au scrupule, du serment prêté, mais la ligne générale de son existence apportera finalement à la royauté une autorité spontanée et naturelle que ne connurent jamais les monarques absolus.

Aussi quand le 19 février au soir, dans Bruxelles en deuil, par la rue Royale éteinte, à travers les rangées humaines, encore les rangées humaines et encore les rangées humaines, les porteurs

(1) Discours prononcé à la Séance solennelle de rentrée de la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles, le 24 novembre.

(2) La mort le frappe au moment où les circonstances allaient lui permettre d'être plus que jamais pleinement et souverainement roi.

de torches de l'escorte déchirent des fers de leurs chevaux le silence de la nuit wagnérienne, ce n'est pas le cercueil d'un Roi défunt qu'ils éclairent, c'est un siècle d'histoire que fantastiquement ils découpent.

1830-1934. Un siècle. Trois Rois. Le premier donne à la Belgique le sens européen, le second un empire colonial, le troisième lui apporte la gloire des armes. Trois Rois qui en un siècle ont fait la Belgique d'aujourd'hui!

Quelques jours plus tard, le passé, garant de l'avenir, assure la succession au Trône et l'ordre dans l'État, mieux que le droit divin.

L'homme de trente ans

Ainsi conclut l'homme de trente ans après s'être mêlé aux mouvements des foules.

L'homme qui a trente ans aujourd'hui, n'a pas fait la guerre. Juillet 1914 l'a laissé à l'étude de l'Épique et novembre 1918 le trouva aux querelles de l'Iliade. Mais les tambours d'Arcole avaient moins de quinze ans. Aussi les entrées triomphales amenèrent sur ses joues une rougeur qu'on crut de joie. Et l'homme de trente ans est entré dans la vie avec l'amertume d'avoir connu une gloire qui ne fut pas pour lui. Le privilège des jeunes années le fit de même échapper à la prospérité américaine, qui apporta à l'Europe, après l'âge des cathédrales et l'âge des hôtels de ville, l'âge des dancings.

Personne ne songea à faire de l'homme qui a trente ans aujourd'hui, un banquier, un agent de change ou un spéculateur et il eut ainsi la satisfaction d'échapper à la fièvre des plaisirs que ne regrettent que les médiocres.

La crise

Mais, un jour, on baisse à New-York. Les câbles conduisent la foudre dans toutes les bourses du monde avec la rapidité de l'attentat de Serajevo dans les chancelleries. Campés sur leurs stocks, les industriels et les fermiers engagent la bataille avec un acheteur qui se dérobe. Il faut valoriser les matières premières. On brûle le coton et le café; on désarme les navires, et la situation empire. Les plaintes des victimes affolent les gouvernements; aux accents des affirmations de coopération internationale, la guerre économique continue de pays à pays, de continent à continent. Les droits de douane et le dumping prolongent la vieille rivalité de la forteresse et du canon. Le blindage des coupoles sera-t-il plus dur ou l'obus plus lourd? On invente l'autarchie. A bout de souffle, le combattant américain convoque à Londres la Conférence de la Paix économique. Mais la paix n'est pas possible et Roosevelt lui-même reprend les hostilités avec une violence accrue en dévaluant son dollar. Gagner son pain à la sueur de son front n'est plus

la peine des hommes, mais l'impossible espoir de millions de chômeurs.

Les ministres des Finances voient leurs nuits hantées par l'équilibre des budgets. Compétents et incompétents, économistes et orateurs, banquiers et magiciens se succèdent sans pouvoir résoudre la quadrature du cercle : assurer les dépenses de l'Etat qui s'accroissent avec une matière imposable qui diminue.

Dans toute l'Europe les parlements tombent comme des quilles. D'habiles condottieri leurs succèdent grâce aux poignards des partisans et à l'apathie des adversaires. Quand le condottiere voit son pouvoir chanceler, il agite le brandon de guerre.

Et à trente ans, notre génération reçoit en cadeau d'anniversaire une paix chaque jour menacée, une économie en plein désarroi, un ordre public discuté, des institutions politiques discréditées et, par-dessus tout, l'indifférence et le scepticisme des masses populaires lassées de l'impuissance et du verbalisme des gouvernants.

L'inventaire

Jamais des fils n'ont recueilli de leurs pères une succession aussi pauvre. La société révolue laisse une condition humaine à la veille de l'anéantissement et la décadence du monde qui meurt le suit jusque dans sa culture.

A l'aube du XIX^e siècle l'individu a conquis son affranchissement politique; il rêve de maintenir sa liberté économique par le truchement de la propriété. Les engrenages du machinisme ne vont-ils pas lui happer la production? La société anonyme permet à tous de coopérer aux grandes entreprises; le petit bourgeois s'assied dans le fauteuil défraîchi de son grand-père pour pouvoir souscrire au canal de Suez; il salue le passage du premier navire comme un invité reçu chez lui. On fait entrer la société anonyme grandissante dans le cadre des règles parlementaires.

Hélas! l'actionnaire n'est pas un propriétaire. Entre le capital et l'usine se glisse un intermédiaire : la Banque. La société anonyme n'est plus une collaboration de capitaux sous le contrôle des individus qui les ont apportés; c'est une masse dont la direction appartiendra aux plus habiles, quand ce ne sera pas pour les plus malins le rempart de l'insolvabilité. Les assemblées générales se tiennent protocolaires et désertées, elles élisent par ordre des conseils d'administration nombreux et sans pouvoir, car, au-dessus de ceux-ci, quelques personnalités ont pris à leur profit une place que le communisme n'aura plus qu'à leur enlever pour réaliser son programme. Il naît une dictature de crédit; elle s'impose à l'Etat. Voilà ce qu'il reste de la propriété.

En même temps dans l'usine moderne l'ouvrier perd sa qualité de producteur et le manoeuvre abruti dans la chaîne ne reconnaîtra pas à la fin le fruit de son travail.

C'est ainsi que l'économie libérale, grâce à l'usage d'un faux nom, avec la complicité de la société anonyme et de l'usine moderne, a détourné au préjudice de l'individu, au profit d'un collectivisme boiteux, la propriété et la production.

La même crise se répète dans le domaine politique.

* * *

Le suffrage universel donnait le gouvernement à chaque électeur. « Il faut au moins maintenant que nous fassions l'éducation de nos maîtres », disait un homme d'Etat anglais. Mais avec instruction on confond propagande; entre l'individu et le Parlement se place le parti.

A l'intérieur du parti le politicien subalterne est roi. La vie publique dépend du partisan, instituteur, fonctionnaire des services communaux ou petit commerçant. Le partisan s'attarde volontiers dans des idées-force de 1900 : l'anticléricalisme ou l'autonomie communale; il faut reconnaître à sa décharge que ce dernier principe est fécond pour lui en avantages matériels, car

les associations politiques sont calquées sur les divisions administratives. Il faut reconnaître aussi au partisan la capacité d'accueillir de temps à autre une nouvelle idée-force : M. Homais, réconcilié avec son vicaire par de communs avatars en Bourse, après avoir mangé du curé, mange du banquier.

Le partisan, au dehors, apôtre ardent, farouche et irraisonné de la liberté, se réclame volontiers, à l'intérieur de son parti, de la dictature. Il ne lui déplaira pas d'instaurer la censure pour éviter qu'il soit porté atteinte à l'unité du groupe; la direction de la pensée appartient à des conciles dont le seul avantage est de donner l'impression d'être des parlementaires à des militants qui ne le deviendront jamais.

« Traître au parti », accusation plus grave que « traître à la Patrie », voilà l'opprobre menaçant l'esprit assez indépendant pour essayer de se dégager de la doctrine fixée par les porteurs de lanternes dans les processions politiques.

Le parti a évidemment ses chefs. L'autorité sur leurs troupes est fonction de la formule « Je suis leur chef, donc je les suis ». Ils occupent les parlements grâce à la représentation proportionnelle et au scrutin de liste, véritables contrats d'assurances pour les députés en place.

L'électeur, resté en dehors « du lit de Procuste des partis et des groupes (1) » voit en effet son droit de suffrage restreint par la nécessité de choisir ses élus entre des listes arrêtées en des polls préalables; l'incorrection de la plupart de ceux-ci ne compense pas le petit nombre de participants. Les intérêts du groupe suivent le chef du parti au sein du gouvernement; mais il est obligé de transiger avec les autres groupes politiques dont le vote donne la majorité au ministère et, par-dessus les groupes politiques, les coalitions économiques, avouées ou occultes, réclament leur part dans le compromis.

Sainte dans le domaine du procès, la transaction dans le domaine du gouvernement est cause de tous nos maux.

La nécessité de trouver la moyenne entre les exigences et les résistances antagonistes d'intérêts contradictoires amènent après l'ordre, le contre-ordre, pour finalement créer le désordre. Sous la pression incohérente des partis et des groupes, les ministères successifs pilotent un bateau ivre et la défaillance des hommes accusera alors les institutions.

L'instabilité gouvernementale ronge l'autorité; elle frappe d'impuissance les hommes et discrédite les partis; l'exécutif s'use dans ces capitulations sans gloire et la démocratie meurt dans ces jeux de cirque où l'on voit, aux sourires amusés des tribunes élégantes, un député d'opposition lancer le vers de Ruy Blas : « Faites pour nous distraire appeler les ministres. » Sur la tombe des ministères, feu follet sarcastique, danse le rictus du financier. Tapi dans l'ombre, il guette des événements que ses paroles démentent et que son espoir attend.

C'est ainsi que le régime parlementaire, avec la fausse monnaie de la liberté et de la démocratie, a détourné au préjudice de l'individu, au profit de quelques partisans le suffrage universel. Le monde économique et le monde politique sont marqués tous deux du sceau du détournement.

A la merci des grands féodaux de la politique et de la finance, l'Etat moderne attend son Hugues Capet!

* * *

Dans la bataille pour l'Etat il nous fallait prendre rang. Dans un ultime essai de détachement, allions-nous envelopper notre dédain de la décadence du monde dans la poétique grandeur de l'individualisme littéraire?

Jérôme Coignard nous avait enfermés un moment, à l'âge des études classiques, dans les ingénieux sophismes cachés par son

(1) André Tardieu. Discours aux funérailles de M. le Président Paul Doumer.

érudition sous ses propos subtils; mais la réflexion nous y fit découvrir un unique appel à la volupté; aussi n'entendîmes-nous déjà plus M. Bergeret socialiste, pacifiste et dreifusard.

Nous avons conservé le souvenir d'un Nietzsche dont le culte du moi pouvait nous arracher aux contingences économiques et nous donner sur les hommes le mépris nécessaire pour les dominer... ou nous en désintéresser. Si les essais de Remy de Gourmont n'étaient le livre de chevet que de quelques-uns, le dillettantisme d'André Gide arrêta la plupart : l'indépendance de l'individu défiait la sensibilité et consacrait le « goût du pervers (1). »

Mais la violence des passions politiques et la mise en cause de tout le régime par une crise qui, malgré les économistes, se permet de n'être pas la crise cyclique ordinaire, dévoilent dans l'aristocratie de l'humanisme un luxe intellectuel pour les périodes de prospérité.

André Gide découvre le communisme et, néophyte sexagénaire, prêche dans les revues de Paris une doctrine dont la profession à Moscou vaudrait à son auteur les prisons du Guépéou. M. Julien Benda se montre « très homme de gauche », M. Duhamel, qui ne fut jamais un individualiste, conseille bien à son misérable Salavin, errant lamentablement depuis qu'il a supprimé Dieu, de se borner au spectacle de l'univers, mais Salavin voit M. Duhamel courir les Maisons du Peuple.

C'est ainsi qu'à l'individualisme littéraire, au lieu de leur adhésion, les hommes de trente ans n'apportèrent plus que l'amer parfum des fleurs de Toussaint.

Génération sacrifiée

Qui dira la détresse de cette génération sacrifiée, de cette jeunesse qui eut dans les environs de trente ans entre 1930 et 1935?

Quel peintre au pinceau amer donnera la réplique à ces tableaux d'avant-guerre où d'aimables adolescents se poursuivent de gestes innocents, vivante image de l'incompréhension de la jeunesse par les générations qui la précèdent?

Dans cette fresque de la jeunesse moderne quel peintre de la désespérance évoquera les malédictions pesant sur tous ces hommes quelles qu'en soient la classe ou la nation?

L'intellectuel, issu souvent de parents pauvres dont les sacrifices ont payé les études et qui en sera réduit à courir un emploi de commis;

Le jeune ouvrier chômeur, qui, bien souvent, passa de l'école au fond de chômage et que la crise a empêché d'apprendre un métier, épave d'autant plus triste qu'au contraire du vieil ouvrier qui connut la paisible satisfaction du travail régulier, machinal et nourricier, il ne ressent pas le poids de son désœuvrement;

Le jeune Russe qu'on enlève à la cravache de l'enthousiasme publicitaire vers la réalisation d'un plan gigantesque et qui finira tout de même par voir la profonde misère de son paradis infernal;

Le milicien fasciste, dont on satisfait les aspirations intellectuelles en le faisant jouer au soldat et qui, à son insu, par son éducation, laisse absorber son individualité dans une conscience collective;

Et le milicien des sections d'assaut, grisé de sang et d'ardeur guerrière, parfois de stupre, arraché à l'abattement d'un peuple vaincu au nom de la grandeur de son pays et de sa race, et qui, demain, dégrisé, se réveillera parmi ses chefs morts et verra son dieu Hitler, coiffé du casque à pointe du Junker abhorré de la Poméranie!

La jeunesse belge

Où est la jeunesse belge? En Belgique il n'y a pas de jeunesse; il n'y a que des jeunes gens.

Le dynamisme d'un verbe en transes n'a créé aucune mystique;

(1) Expression d'Henri Massis.

l'éducation que nous donne l'Etat, respecte notre indépendance intellectuelle; nos professeurs ne doivent prêter aucun vœu d'orthodoxie, et, comme l'a montré Taine, notre vie sociale est toujours un concours où il s'agit d'être le plus brillant.

L'homme de trente ans entend néanmoins l'appel pressant de la révolution. La révolution n'est pas l'émeute; est révolutionnaire l'époque qui a liquidé les valeurs du passé et qui veut fixer ses règles politiques à l'avenir. Peu importe le calme des rues, puisque « toute révolution n'est qu'un effort que fait la société pour revenir à l'ordre », a dit Bonald, et il n'est pas possible que l'immense effort vers l'ordre qui soulève le monde entier, ne soit pas appelé par les historiens de demain, la Révolution de 1935.

Quand ils ont voulu répondre à l'appel de la révolution, les hommes de trente ans n'ont trouvé que de vieux partis, avec de vieux programmes, commandés par de vieilles gens « qui marchent courbés vers la terre, parce que le ciel éblouit leurs paupières usées » (1) : les partis révolutionnaires qui dressent dans les cerveaux tordus d'angoisse des meurtre-faim le mirage hallucinant de leurs cités futures; les partis réactionnaires qui ont élevé jusqu'à un statut le mot de Guizot : « Quand on est allé trop loin, le progrès consiste à reculer »; les partis conservateurs qui combattent aujourd'hui les projets de lois avec l'acharnement qu'ils apporteront demain à les défendre lorsqu'ils seront votés.

Plusieurs d'entre nous ont refusé de laisser se pétrifier leurs intelligences sur les tables de marbre du *Café du Commerce* et se sont réfugiés « dans la négligence hautaine de l'essentiel et le culte mystérieux de la futilité » (2).

« Les hommes de cœur ont une autre voie à suivre que celle du plaisir et de l'indifférence », le maréchal Lyautey l'écrivait après 1870.

D'autres se sont jetés courageusement dans la bataille pour la réforme de l'Etat, des partis et des hommes. Groupés en de nouvelles équipes, ils bousculent les vieilles erreurs de la politique d'avant-guerre que les gens arrivés voudraient sacrer vérités éternelles. La masse électorale ravagée par le militant reste imperméable. Les chefs de parti prêtent une oreille apparemment bienveillante, mais obstinément rebelle.

Pour recruter les pilotes de ligne les compagnies d'aviation n'ont pas engagé les cochers de fiacre! Aussi l'influence des jeunes ne dépasse guère le tirage limité de leurs petits journaux; les conquêtes se bornent à réserver une table des jeunes dans les banquets politiques; puis les journaux ne paraissent plus; les rédacteurs attendent patiemment d'avoir l'âge canonique, où Caliban estimant leurs ardeurs et leurs enthousiasmes suffisamment refroidis pour être inoffensifs, parmi tous ces appelés, prendra quelques élus.

La dictature

Staline, Mussolini, Hitler, sont des jeunes gens à l'égard des gouvernants des Etats démocratiques. En Italie, en Allemagne, en Russie les plus hautes responsabilités pèsent sur des moins de quarante ans, voire des moins de trente-cinq ans.

Comment s'étonner si les aspirations de beaucoup d'entre nous vont aux régimes autoritaires et aux dictatures?

A-t-il donc raison Keyserling (3) de constater que nous sommes parvenus à l'âge des masses qui est aussi l'âge des entraîneurs d'hommes?

L'œuvre du fascisme italien a séduit beaucoup d'esprits; un pays a retrouvé son rang mondial, un peuple son patriotisme, une nation sa tradition, un gouvernement sa mission « servir », l'Etat sa devise « l'Ordre ».

L'effort italien a entraîné un pays déçu des résultats de sa vic-

(1) GIRAUDOUX. *Les Provinciales*.

(2) SALKIN-MASSE. *Rupture*. Discours de rentrée 1932-1933.

(3) KEYSERLING. *La révolution mondiale et la responsabilité de l'esprit*.

toire et un peuple en route vers le bolchévisme. A la même époque, après quatre ans d'occupation étrangère, en Belgique, l'Union des partis, scellée à Lophem, sous l'impulsion du Roi, assurait le redressement économique et national. Les points de départ sont excentriques; les cheminements ne peuvent être parallèles.

La formule politique « une masse aveugle, un seul chef omnipotent » ne peut être qu'une réaction momentanée pour précipiter la fin d'un désordre; elle ne constitue pas le principe du gouvernement. Les grands conducteurs d'hommes n'ont jamais eu de successeurs et leurs empires ont fini avec eux. Ne reversons-nous pas les batailles des généraux d'Alexandre?

Sage politique, Mussolini multiplie les manifestations de loyalisme envers son souverain. En l'inclinant sous les prérogatives royales, il stabilise sa Révolution. La nation ne gravitera jamais qu'autour d'un axe solide et permanent: la monarchie héréditaire.

« On n'est pas sûr de trouver toujours le bon dictateur », écrivait déjà Jules Lemaitre dans le premier numéro de *l'Action française*. On peut tomber sur le mauvais. C'est le salut par l'individu seul. Et, ce qui est à désirer, c'est la conservation du pays par une continuité, par une lignée de gérants attachés au même principe et à la même besogne, par une suite de rois. »

Car, pour un Mussolini que de dictateurs manqués, qui ne retiennent de l'autorité que la violence et du pouvoir personnel que l'arbitraire.

Lorsque la malaise naît, lorsque le fossé se creuse entre le dictateur et la masse immense des mécontents, la suppression de toute liberté a comme corollaire nécessaire la conspiration.

La suppression des partis apparaît comme une invitation à la guerre civile. Le dictateur en est réduit à des crimes que la morale ordinaire réprovoque et que n'excuse point la raison d'Etat. Le monde éprouve une perplexité mêlée de dégoût. Pas plus aujourd'hui qu'hier la parole, de saint Just « Rien ne ressemble plus à la vertu qu'un grand crime » ne trouve d'écho. En dernière analyse la liberté de pensée, d'opinion et d'expression est le plus sûr garant du maintien de l'ordre.

C'est pourquoi quand on évoque devant moi les parades de partisans, les cris extatiques des foules étrangères hurlant à leur maître leur fidélité aveugle et leurs appétits ardents, je songe au 21 juillet 1930, aux anciens combattants apportant à leur compagnon de misère et de gloire, dans un défilé cadencé, le silencieux hommage de la discipline militaire. Et aux appels quotidiens, à peine renouvelés, au sabre prêt et à la poudre sèche, qui fatiguent l'Europe, je préfère les paroles ailées « ... les dernières phalanges... mes anciens frères d'armes... l'inoubliable défilé... »

Terre de liberté

Les aspirations à la dictature ne peuvent être apportées que par un souffle de bovarysme perdu sur la politique. Pour voir les choses comme elles sont, il suffit de parcourir les régions qui s'étendent de Liège à Mons en passant par Charleroi. Il règne là une mystique de la liberté. Des centaines de milliers d'ouvriers sont encore capables de se faire tuer pour elle; la prise de la Bastille est restée un symbole et on y chante la *Marseillaise* de préférence à l'*Internationale*.

Non, on n'arrachera jamais à ce pays les acquêts de la Révolution française. Les hommes de 1789 ont donné aux plus pauvres la mesure de leur grandeur, comme le Christ avait apporté aux plus ignorants la mesure de l'infini.

Le principe de la Révolution de 1935

Staline rattache sa révolution à la lutte des classes. Mussolini conduit sa révolution vers un Etatisme totalitaire. Hitler divinise sa Révolution sans grandeur dans le culte de la race, et, privé

de toute inspiration chrétienne et humaine, réclame le concours des dieux germains du Walhala.

Dans sa grande aventure économique, en mal d'expériences comme un physicien cassant des éprouvettes, Roosevelt cherche sa révolution... et, pour réconcilier les financiers de Wallstreet avec les fermiers de l'Ouest, proclame que le bimétallisme fera la paix du monde.

Relevant ainsi un impossible défi, communisme, fascisme, racisme, américanisme demandent aux doctrines du passé le levain de l'Etat de demain; ils ne reprennent que les causes directes de notre décadence: l'oubli de toute préoccupation d'ordre spirituel et le mépris du personnalisme. Ne nous demandez dès lors pas de voir un ordre nouveau dans ces manifestations violentes qui marquent au contraire la fin d'un régime.

Non, l'individu n'est pas uniquement l'élément transitoire de l'organisme que constitue la nation et qui comprend la série indéfinie des générations (1). L'individu n'est pas non plus uniquement l'*homo economicus*. L'individu n'est pas plus le serviteur aveugle d'un Etat despote, que le valet du salut d'une race née de la lecture d'un Gobineau mal dirigé. Non, l'homme est une personne, ou il n'est rien (2).

A l'Etatisme totalitaire s'oppose le personnalisme totalitaire. Les gens à la recherche du salut dans un individu assez représentatif pour que tout un peuple s'en fasse un mythe collectif, jetteront à cette doctrine d'affranchissement de l'individu le nom d'anarchie. Soit, si par anarchie nous entendons non pas la destruction de la société, mais que la société est subordonnée aux intérêts spirituels de ceux qui la composent et qu'aucune puissance humaine ne peut entraver la libre existence de l'individu, ni primer, comprimer ou opprimer les consciences. Les hommes de trente ans sont peut-être des anarchistes, mais ils n'iront pas dans l'enceinte parlementaire jeter une bombe démonstrative pour donner à un automate présidentiel l'occasion de dire « la séance continue »; ils affirment: « dans l'hémicycle des opinions politiques nous refusons de prendre une place, baromètre de notre pensée; les travées parlementaires ont suffisamment épargné d'efforts de réflexions. Droite, gauche, ces mots n'ont plus de sens pour nous. Est-on pour ou contre l'individu? La séance ne peut plus continuer. » Les hommes de trente ans sont peut-être des anarchistes; mais ils ne veulent pas détruire la société; à la société d'aujourd'hui, oppressive pour les hommes et serve des financiers, ils veulent substituer une autre où le prolétaire aura fait place à l'artisan, une société qui rattachera le paysan à la terre et l'ouvrier à sa patrie par l'accession à la petite propriété. Les hommes de trente ans sont des anarchistes, peut-être, mais ils ne poussent pas les syndicats révolutionnaires à des grèves de Barcelone ou à l'occupation des usines; ils préconisent la transformation du syndicat en une branche de la corporation. Les hommes de trente ans sont peut-être des anarchistes, mais ils ne viennent pas piller les réserves d'or; ils veulent sauver les classes moyennes du despotisme de la grande banque et empêcher le crédit d'être à la merci de quelques-uns.

Si les hommes de trente ans sont des anarchistes, ils ne viennent pas détruire, mais construire. Après la « Rupture », rétablir le Contact.

Signes précurseurs

L'affranchissement de l'individu est préparé par les faits économiques actuels et annoncé par la pensée contemporaine. Le capitalisme en florescence écrasait l'artisan et multipliait dans une

(1) Cf. résolutions du Congrès national des faisceaux à Rome, en novembre 1921.

(2) Principe du personnalisme totalitaire, dégagé par Robert Aron et Arnauld Dandieu dans la préface de la *Révolution nécessaire*.

proportion géométrique les ouvriers non qualifiés. Le marxisme, évangile du triomphe des masses, connaissait alors ses grands jours. Mais déjà avant la guerre le socialiste allemand Berstein avait constaté le démenti donné par les faits aux affirmations de Marx sur la paupérisation croissante des masses, base de sa théorie (1). Aujourd'hui, M. Henri de Man, qui renouvelle le socialisme belge, regrette que la conception socialiste du syndicalisme ait cru au nivellement total de la classe ouvrière et constate que le syndicalisme moderne n'est que le prolongement du corporatisme (2). Ainsi le métier arrache l'individu à la masse, où il ne serait qu'un prolétaire.

Si on ne conçoit pas Karl Marx en supprimant Hegel, l'apogée du matérialisme historique coïncide cependant avec la vogue des philosophies matérialistes. N'entendit-on proclamer « invérifiable et par conséquent négligeable au point de vue scientifique, que la conscience joue un rôle dans les phénomènes, est une force, et qu'en son absence les choses ne se passeraient pas comme elles se passent (3) » ?

La réaction arrive avec le spiritualisme bergsonien; les doctrines matérialistes courantes sont démenties en bloc; la réalité de l'esprit s'affirme; de l'autre côté de la barrière de la foi la pensée catholique reflorît dans le néo-thomisme. On entend Bergson déclarer « le monde est une manifestation de l'esprit propagé à travers la matière, l'organisant et peut-être s'organisant ». Jacques Maritain, empoignant ses lecteurs, les contraint à admettre « La Primauté du spirituel », écrasant ses adversaires sous son inhumanité de croyant.

Le renouveau du spiritualisme philosophique imprégnera le monde politique. Les philosophes précèdent d'une ou deux générations. Il m'importe peu qu'on m'oppose le déclin du bergsonisme ou que certains esprits avertis prétendent avoir dépassé Maritain. Les « lettres sur l'Angleterre » annoncent la Révolution française et l'absolutisme politique de la « Philosophie de l'esprit » le socialisme contemporain.

Ce ne sont pas les maudits qui gouvernent le monde, comme on l'a affirmé à cette tribune (4). Les leviers de commande répondent à la pression de l'Intellectualité désintéressée et la pensée pure régit finalement tous les événements humains.

L'orgueilleux XX^e siècle était parti à la conquête de la Toison d'Or au cri d'« économique d'abord ». Nous avons cru longtemps « politique d'abord ». Le désordre actuel nous ramène au principe « moral d'abord ».

La jeunesse bouge

Tel est, ou à peu près, le cahier des revendications des hommes de trente ans.

Les hommes qui ont trente ans aujourd'hui, ont dépassé le stade de l'indifférence. Ils sont mus par une immense volonté d'agir, de servir. Il n'est pas possible de reléguer dans l'inaction une jeunesse mue par un tel dynamisme. Les promesses, qui leurrèrent les générations précédentes, n'endormiront plus celle-ci.

Nous ne suivons plus l'enterrement des réformes dans la nuit des discours.

Les présidents du Conseil qui constatent la régression du chômage, nous font hausser les épaules : il faut d'autres remèdes à l'organisation du travail que les grands travaux.

Les gouverneurs de banque et les économistes distingués prédisant la fin de la crise nous font sourire : il s'agit bien de la reprise des affaires; c'est l'ordre nouveau que nous attendons.

Les parlementaires réclamant la dissolution nous indignent : il n'est pas question de majorité; il faut grouper l'unanimité des individus pour assurer une révolution définitive et pacifique.

Les hommes de trente ans veulent qu'on agisse. Ils n'ont pas soif du pouvoir pour eux-mêmes. Ils ne songent pas au vulgaire plaisir de se faire saluer plus bas par les portiers de palace qui, jusque hier tout au moins, murmuraient obséquieusement : « C'est un député ». Peut-être, dans le passé, beaucoup de jeunes accusés, en raison de leurs apports nouveaux, de trahir leurs partis, ne trahissaient-ils au fond que leur impatience.

Mais depuis 1928 trop d'hommes médiocres ont occupé le pouvoir pour que les lauriers d'un ministre empêchent un homme de trente ans de dormir. Les hommes de trente ans demandent uniquement qu'on tienne compte de leur bonne volonté. Paix sur la terre aux jeunes hommes de bonne volonté ou sinon...

Laissons aux socialistes tonitruant au Cirque de Bruxelles les déclarations sur les marchands de canons. La guerre ou la révolte armée naît de l'état de guerre des esprits. Ce qui crée l'état de guerre des esprits, c'est l'inquiétude qui secoue de son frisson la jeunesse du monde.

Tout craque autour d'elle. Elle n'a plus rien à perdre : ses foyers sont peu solides, ses amours frelatées, sa joie de vivre factice, son avenir incertain, sa foi perdue ou menacée, sa mystique incomprise, sa volonté d'agir méconnue ou bafouée. Il lui reste le courage physique. Ne la poussez pas aux solutions de désespoir...

Le rôle de la jeunesse

Car plus que de batailles les hommes de trente ans ont besoin d'ententes. Ils veulent un ordre nouveau, fruit de la préparation et de l'union de tous.

L'inertie des gouvernants entraîne les émeutes sanglantes. Dans une révolution laissée aux hasards de l'avenir la brutalité et la minorité conjuguées sanctionnent l'insouciance de la majorité. Avant d'acquiescer le sens de ses limites, une révolution violente connaît toujours les excès de ses ultras. L'ordre nouveau ne peut naître que d'une coopération de toutes les forces politiques et économiques délibérant dans la liberté; l'ordre nouveau ne sortira pas d'une catastrophe, où l'improvisation viendrait corriger l'imprévision.

M. Emile Vandervelde disait un jour que la liberté s'était réfugiée sur une mince bande de terre à l'ouest de l'Europe.

Dans ces terres élues, l'Esprit d'Occident résiste victorieusement aux mystiques de la force. Le salut de l'Esprit d'Occident exige l'économie d'une dictature qui sacrifierait nos libertés publiques sans nous donner en échange la paix sociale.

On a dit que la guerre avait été gagnée par le recours dans les différents pays vainqueurs à des procédés dictatoriaux. C'est inexact. La guerre a été gagnée par l'Union sacrée. Nous la réclamons pour la Révolution.

Passer de la société révolue à la société en révolution dans le cadre de la démocratie, voilà le but de la jeunesse. Le maître de la pensée politique contemporaine, M. Charles Maurras, a bien démontré qu'on n'organisait pas la Démocratie, démocratie étant synonyme de désordre. Mais la vie politique ne s'accommode pas de la rigueur des doctrines et l'excès des convenances logiques entraîne au péché du cartésianisme. Lorsque le salut de la démocratie républicaine attendra son miracle, seule la fatigue du pouvoir imposera un homme politique à l'impatience des partis. La Royauté offre dans son prince héréditaire la réserve inépuisable d'une énergie intacte pour les nécessités du destin.

Organiser la démocratie doit être l'œuvre de la jeunesse.

(1) PIERRE FERVACQUE. *Que reste-t-il vivant dans le marxisme?* I. « Les enquêtes du Temps. »

(2) *Le Peuple*, 50^e année, n^o 241.

(3) HENRI PIÉRON. *Evolution de la Mémoire*, p. 33.

(4) SALKIN-MASSÉ. *Rupture*. Discours de rentrée 1932-1933.

Nous ne saurions renoncer à aucune de nos libertés politiques ou religieuses.

Il existe sur cette base entre les jeunes de tous les partis un nœud formé par les travaux de l'esprit appliqué à la recherche des remèdes aux mêmes maux (1). De tous les côtés surgissent des projets de réforme, marqués aux coins de l'audace et de l'orgueil, vertus efficaces de la jeunesse.

Qu'il vienne donc celui qui convoquera les Etats généraux de la jeunesse!

La première réforme

Mais avant de faire rentrer l'Etat dans son lit pour assurer l'affranchissement de l'individu, une première réforme s'impose : chacun de nous a un devoir à remplir.

Nous avons mal compris le conseil de Socrate : « Connais-toi toi-même ». Nous nous sommes trop inspectés, scrutés, analysés, détaillés. Nous n'avons cru trouver que notre désenchantement intellectuel et l'orage de nos inquiétudes infinies. Nous avons ainsi limité aux complaisances de notre faiblesse le précepte du sage antique et l'apparence hautaine de l'indifférence et du renoncement a prolongé jusqu'à la démission notre peur de l'effort.

« Gouverne-toi toi-même », faut-il dire. Et nous ajouterons avec André Chaumeix « le gouvernement de soi, comme celui des peuples, réclame de l'autorité et de la hiérarchie. Chaque individu porte en soi une petite république qui ne demande qu'à devenir insurrectionnelle et qui a besoin d'être tempérée par une monarchie absolue. Et cette monarchie, pour chacun de nous, c'est ce qu'on nommait jadis du beau nom de caractère (2) ».

Le signal du Roi

On rapporte que le dernier livre lu par le Roi fut *La Révolution nécessaire*, de Robert Aron et Arnaud Dandieu. Sur la page de garde, le Souverain avait écrit : « d'abord morale et spirituelle ».

Révolution morale et spirituelle.

Les hommes de trente ans doivent entendre cet appel du Roi.

Plus qu'un parti, plus qu'une classe, ils constituent une génération.

« Une génération, notait déjà Agathon, cela suppose une communauté de traits, une liaison, une secrète entente, un ensemble où chacun se meut d'un effort solidaire (3). »

Dans la revue des jeunes du monde, nous n'avions pas trouvé place pour la jeunesse belge, aujourd'hui. Demain, derrière l'étendard du Roi, elle partira dans une dernière croisade, vers la Terre Sainte de l'enthousiasme, pour arracher au matérialisme capitaliste et à la dictature de l'Etat la dignité de la personne humaine.

GEORGES DUBOIS-CLAVIER.

(1) Voir en France un travail significatif. *Le Plan du 9 juillet*, avec avant-propos de M. JULES ROMAINS.

(2) Discours de réception de M. François Mauriac à l'Académie française.

(3) AGATHON (Alfred de Tarde et Henri Massis). *Les Jeunes gens d'aujourd'hui* (1913).

La révolution⁽¹⁾

Monsieur Chaleshalma

On voyait il y a quelques mois, à l'angle de la rue des Postes et de la rue d'Ulm, à Paris, une bonne vieille et vaste maison, à toit d'ardoises mansardé, à hautes fenêtres fermées de persiennes, précédée d'un portail sur la rue et d'une cour herbue; l'autre façade donnait sur une terrasse communiquant par un perron que gardaient deux sphinx de pierre verdie, avec un vaste jardin tout en grands arbres et en broussailles, abandonné et silencieux. L'endroit était recueilli, morne, presque sinistre. L'immeuble peut-être existe encore, mais le parc a été singulièrement réduit. Il avait fait partie, aux jours d'autrefois, des terrains de l'ancien séminaire du Saint-Esprit, désaffecté lors de la Révolution. Tel qu'il était naguère, l'endroit semblait tragique : c'était un de ceux dont on dit, sans savoir, qu'ils doivent avoir servi de théâtre à quelque drame.

Là s'était passé un drame en effet, un drame de conscience, poignant et terrible. La maison avait été habitée, au temps du Premier Empire, par Michel Châles, ancien chanoine de Tours, promu en 1792 journaliste et député à la Convention. L'ex-prêtre, devenu disciple enthousiaste et fervent de Rousseau, avait, en présence de l'image de Brutus, voté la mort du roi et son exécution « dans le plus bref délai ». Puis il avait été envoyé en mission à l'armée du Nord; blessé d'un éclat de mitraille en septembre 1793, il avait été nommé au grade de général, d'ailleurs refusé, « le titre de citoyen français lui paraissant assez beau, surtout quand il est accompagné de celui de défenseur de la patrie, honorablement mutilé ». Il touchait de ce fait une pension de 6,000 livres qui lui fut servie jusqu'aux premiers jours de la seconde Restauration; on l'avait gratifié, en outre, d'un logement aux Invalides qu'il occupa jusqu'à son mariage.

Car il épousa, à quarante-cinq ans, une jeune veuve de vingt ans, rencontrée au cours d'une de ses campagnes. Elle s'appelait Thérèse Halma; elle avait vu périr sur l'échafaud, après un mois de mariage, son premier mari, Durège, un terroriste de Sedan. Thérèse, Hollandaise d'origine et calviniste de religion, était « belle comme les anges »; elle avait passé dans les cachots la lune de miel de ses noces; il lui restait de ses malheurs une invincible mélancolie, qui se traduisait en longues rêveries et en larmes fréquentes. Elle était douce et ingénue; Châles était emporté et déçu. Il s'obstinait dans sa foi révolutionnaire; il en était demeuré un des derniers défenseurs, de ceux pour qui la société nouvelle se montrait inexorable.

Dès avant la fin du Directoire, l'entêté régicide alla cacher ses colères, ses utopies et ses regrets dans un petit domaine de la Beauce; ne se croyant pas là en sûreté, il revint, sous le Consulat, se perdre dans Paris, loua au cœur de la cité un grand logis parlementaire, l'hôtel Flavencourt; un fils lui était né, qu'il avait nommé *Philarète* et qui se fit plus tard le nom que l'on sait. L'enfant se rappela toujours la triste habitation où s'étaient écoulées ses premières années : « Une chambre carrée et noire, des volets sans cesse fermés, une sonnette enveloppée de coton; des personnes qui marchaient sur la pointe des pieds, qui se parlaient bas, qui couraient à la porte, qui poussaient lentement un volet et l'entre-bâillaient, enfin qui avaient peur... »

Le conventionnel avait peur, en effet; il savait la haine de Bonaparte à l'égard des jacobins; il avait de « l'homme du destin » une terreur malade. Le jour du couronnement, affolé par le

(1) Sous ce titre, M. Georges Lenôtre publiera bientôt, chez Grasset, à Paris, un volume dont ces pages sont extraites.

CATHOLIQUES BELGES

abonnez-vous à

La revue catholique
des idées et des faits

bruit des salves, des cloches et des fanfares, affolé surtout par l'obsession de ce pape qui, à quelques pas de sa demeure, sacrait le nouveau souverain, l'ancien prêtre, torturé de souvenirs, s'enfuit emportant dans ses bras son jeune fils, tout effaré du bruit des bourdons de Notre-Dame et de la figure bouleversée de son père.

C'est alors que Châles, espérant échapper, loin du centre de Paris, à son lancinant cauchemar, vint s'établir rue des Postes — un quartier perdu — dans l'ancien séminaire du Saint-Esprit, et tenta d'y fonder un établissement d'éducation. Par méfiance, il se dissimulait sous le nom de sa femme. « Il n'y avait plus de M. Châles au monde, mais seulement un M. Halmia ou Chaleshalma, maître de pension, que quelques-uns transformaient en « Chaselma » ou « Chaseluma ». Les élèves, malgré ce travestissement, ne vinrent pas; la vieille maison ne s'ouvrait, en secret, que pour quelques anciens collègues de la Convention, restés, eux aussi, irréconciliables, les Amar, les Vadier, les Mallarmé, « titans foudroyés, vraies commères », qui s'abhorraient tous « et disaient pis que pendre les uns des autres ».

* * *

Cet homme qui n'avait plus de nom, qui n'avait plus d'amis, n'avait gardé pour commensaux que les scrupules, le doute et le remords. « La consécration chrétienne reçue par lui, son premier serment fait à Dieu, réapparaissait comme un spectre dans ses jours et dans ses nuits ». Exilé de la société comme un de ces lépreux que le bâton du Moyen âge tenait à distance, il ne parvenait pas à oublier les années éclatantes de son pouvoir et de sa fortune. Et il pleurait, il entraînait en de terribles colères. Il se reprochait et s'enorgueillissait, tour à tour, d'avoir renié Dieu, se lamentait « sur la faute illogique, non de sa particulière existence, mais du XVIII^e siècle tout entier ». Son visage, creusé de mille rides, semblait porter la trace de ces effroyables combats. Il prenait la plume, la quittait, pleurait encore, ouvrait un livre, s'efforçait de reprendre les habitudes militaires du temps de ses campagnes du Nord, fumait avec rage, passait dans la rêverie amère des journées entières; en rencontrant l'œil triste, noir, fin, doux, profond de sa femme, se croyant jugé, se voyant surpris, il éclatait en invectives contre le mariage, contre elle, contre les nobles, et tout à coup, sanglotait... La pauvre Thérèse, pourtant, ne pensait guère à lui : toute au souvenir de son premier mari adoré, elle restait, durant de longues heures, figée dans une contemplation muette, et tandis que ses larmes coulaient doucement, « ses lèvres roses souriaient toujours ».

Dans un très intéressant volume récemment paru, écrit d'après de précieux documents d'archives, M. Eugène Welvert a tracé un tableau saisissant de cette lamentable existence de réfractaire qui n'a plus la certitude d'avoir été un héros. (*Lendemain révolutionnaires. Les régicides*, 1 vol. in-8^o, Calmann-Lévy, édit.). Il suit jusqu'à leur mort bon nombre de ces conventionnels, jadis tout-puissants, devenus, la tempête passée, des réprouvés, qui se terrent et qui ont peur. Beaucoup n'osent plus affronter leurs concitoyens, et, rentrés dans la vie privée, ont dit à leur ancien foyer un éternel adieu. La plupart se cachent à Paris; la police elle-même n'y connaît pas toujours leur adresse, trop souvent changée. Mais quelques-uns sont allés se choisir en province des retraites où leur passé révolutionnaire ne peut leur causer de sérieux ennuis. Dans le gros public, qui se douterait en effet que Froger (de la Sarthe), maintenant fabricant de gants à Vendôme, Hentz (de la Moselle), chef d'institution à Neuilly, Julien (de Toulouse), avocat à Turin, Bô (de l'Aveyron) et Calès (de la Haute-Garonne), médecins tous deux, l'un à Fontainebleau, l'autre près de Rambouillet, Laurence-Villedieux (de la Manche), propriétaire rural dans l'Isère, qui se douterait que ces gens paisibles,

désintéressés, semble-t-il, de la politique, sont d'anciens régicides?

Quant à Châles, lors de la seconde Restauration, après avoir songé à fuir en Angleterre ou aux Pays-Bas, il prit le parti de disparaître. Toujours plus morose, plus foudroyé, il quitta la rue des Postes pour aller se tapir au fond d'une cour obscure dans une maison de la rue Saint-Jacques. Brouillé avec sa femme, avec ses enfants, avec ses frères et ses cousins, avec ses anciens amis, avec le ciel, avec la terre, il traîna pendant onze ans cette existence infernale; il mourut le 21 juin 1826; sa femme ne lui survécut que deux ans; elle succomba à une maladie de cœur qui la minait depuis longtemps.

Le sommeil des Sieyès

Un mois après le 18 Brumaire, Bonaparte, Sieyès et Roger Ducos discutaient devant la commission législative l'organisation du nouveau pouvoir; il s'agissait d'élire les trois consuls et le président du Sénat. On se préparait à voter et il paraissait probable que le premier nom qui sortirait de l'urne serait celui de Sieyès : celui-ci était un des vieux lutteurs de la Révolution, populaire depuis 1789; il avait été membre de la Constituante, de la Convention, président du Directoire, et il venait, en quelques jours, de mettre sur pied cette Constitution de l'an VIII qui, de l'avis des plus experts connaisseurs, mettait pour toujours la France à l'abri des aventures... L'âge de Sieyès, sa grande connaissance des affaires, la gravité de sa vie, sa renommée de profond politicien lui méritaient, au premier rang, l'unanimité des suffrages de la commission. Il s'y attendait — Bonaparte aussi; c'est pourquoi, l'instant du vote arrivé, le jeune général s'empara de l'urne, jeta au feu les bulletins, et pour faire honneur à son illustre collègue, le pria de désigner lui-même le nom du premier consul. Larevelière-Lépeaux, qui conte l'anecdote, assure que, à cette proposition, flatteuse mais perfide, Sieyès perdit contenance et resta un bon moment interdit : ne pouvant se proposer lui-même, il désigna Bonaparte, lequel, toujours par déférence, l'obligea à nommer les deux autres, qui furent Cambacérès et Lebrun. Ayant, par ce tour de passe-passe, exclu Sieyès, qu'il n'aimait pas, Bonaparte vanta d'un ton emphatique le désintéressement dont ce grand citoyen venait de donner l'exemple; noble abnégation, digne d'une âme antique. On ne pouvait mieux l'en récompenser qu'en lui accordant le quatrième emploi vacant, celui de président du Sénat. C'était l'éclipse assurée, l'éteignoir, l'enterrement pompeux, mais définitif. Pourtant, il était à craindre que, dans cette situation, en apparence éminente, Sieyès ne parvint à grouper les mécontents, les idéologues, les vieux libéraux que le régime du sabre n'enchantait point. Et tout de suite, pour le compromettre, Napoléon le comble d'honneurs, de titres et de dotations : il lui donne le bel hôtel de la rue de Varennes — qui fut naguère l'ambassade d'Autriche, — il lui donne la ferme et le château de la Ménagerie, dans le parc de Versailles; il le fait comte, grand officier de la Légion d'honneur, membre de l'Institut; il lui octroie, par lettres patentes, des armoiries et une livrée. Aveuglement, timidité, lassitude — ou satisfaction d'être enfin renté — Sieyès ne mendie rien, mais accepte tout; il se condamne au silence, affectant pour le régime qui le gorge une indifférence dédaigneuse. Certes, c'eût été plus digne de se draper dans sa pauvreté et de repousser les largesses d'un maître détesté : il ne sut pas ou n'osa pas. L'Empire tombé, il devait expier cette faiblesse : Louis XVIII exila les régicides qui avaient servi l'usurpateur durant les Cent Jours. C'était le cas de Sieyès. Il n'attendit pas que les listes de proscription fussent dressées et partit pour la Belgique. Il avait soixante-huit ans.

* * *

La vie d'exil des conventionnels réfugiés dans les Pays-Bas à l'époque de la Restauration demeure quelque peu mystérieuse. Ils étaient si vieux, si usés, si vaincus que, bien vite, l'attention se détournait d'eux. Les amateurs de Petite Histoire n'avaient, jusqu'à présent, pour satisfaire sur ce point leur curiosité, que les indications, très sommaires et très partiales, des dossiers de police et les souvenirs d'un Belge, A. Baron, qui, en 1830, publia quelques anecdotes sur les grands proscrits avec lesquels il s'était plu à fréquenter. Un érudit bruxellois, M. Paul Duvivier, s'est donné pour mission de combler cette lacune. A force de fouiller, avec une patience méthodique, les archives des notaires, de l'enregistrement, des justices de paix, du cadastre et de l'état civil, il est parvenu à pénétrer dans l'intimité des bannis et à suivre ces grands révolutionnaires dans toutes les douloureuses étapes de leur proscription. Il nous a donné déjà sur l'exil de Cambacérès et sur celui de Merlin de Douai deux précieux ouvrages bourrés d'inédits, faits pour réjouir ceux qui se plaisent à suivre hors de la scène, la pièce finie, les acteurs fameux de l'Histoire. M. Duvivier, poursuivant ses savantes enquêtes, vient de publier *l'Exil du comte Sieyès à Bruxelles*. Il nous introduit chez l'ancien dignitaire impérial, s'installant, bien persuadé qu'il y finira ses jours, à l'extrémité de la ville, contre les remparts, dans un immeuble de la rue de l'Orangerie, voisine du Parc, qui confinait alors avec la campagne. Il avait groupé là, autour de lui, ses neveux et ses nièces, et comme il était riche, le train de sa maison n'était pas sans luxe : deux valets de chambre, une cuisinière, un cocher, une femme de chambre et une bonne d'enfants. Mais quelle tristesse, quel isolement ! Par les beaux jours, appuyé au bras de son neveu ou de l'un de ses domestiques, l'ancien rival de Bonaparte sort de chez lui pour prendre l'air. S'aidant d'une canne à grosse pomme d'or, il va à petits pas, le dos courbé ; les passants qui le croisent ne s'y trompent pas : c'est là un de ces hommes qui ont fait trembler le monde. Comme il est toujours vêtu d'une longue redingote de couleur sombre qui rappelle l'habit ecclésiastique, on devine facilement en lui l'ancien prêtre. Il a l'abord austère, le visage pâle, artificiellement rajeuni par une perruque à boucles nouées ; le regard est froid, les lèvres sont minces ; il semble que cette bouche-là n'ait jamais souri.

Au Parc, ce fantôme retrouve d'autres fantômes — d'anciens collègues, proscrits comme lui. Ils sont, à Bruxelles, plus de soixante. Le long de la rue Royale, dans une allée qu'il appelle, en souvenir des Champs-Élysées, *l'allée des Veuves*, Sieyès fait les cent pas avec David, Thibeaudeau, Merlin, Ramel, Chazal. Ils errent, pensifs et silencieux. Quand le hasard du va-et-vient amène la rencontre des Barrère, des Vadier, des Baudot, on affecte de ne point s'apercevoir. Ce sont les adversaires de jadis, du temps des terribles comités et des luttes farouches. Les rancunes de l'an II survivent, bouillonnantes, pour ces pauvres vieux débilés et désarmés.

Chez lui, où il recevait très rarement, Sieyès vivait renfermé dans ses rêves, oisif, taciturne, indifférent à tout. Il passait des journées immobile, l'esprit rivé à des choses lointaines. A qui lui conseillait de s'occuper, de lire, d'écrire ses *Mémoires*, il ne répondait que par ce mot des grands découragés : « A quoi bon ? » La maison parfois s'égayait pourtant de jeux et de rires d'enfants, puisque les petits-neveux et les petites-nièces de l'ex-conventionnel habitaient avec lui ; mais il restait insensible à leurs joies. Jamais il ne leur adressait la parole. Quand ils allaient, le soir, lui tendre la main avant de se coucher, il grommelait d'une voix sépulchrée : « Bonsoir, mes enfants. » Sa vue seule les glaçait d'effroi. L'une de ces fillettes contait plus tard la peur qu'elle avait éprouvée quand, certain jour, se trompant de porte, elle ouvrit par mégarde celle de la chambre de son grand-oncle, assis dans son fauteuil et le front dans les mains, ruminait son long passé. Il poussa un cri de :

« Qui va là ? » si terrifié que l'enfant se sauva à toutes jambes. De quelle fatale empreinte l'exercice du pouvoir et les déceptions de la politique marquent-ils l'âme d'un homme pour l'amener à cet état de torpeur et de désoir ? A quoi songeait-il ainsi tout le jour ? Que voyaient ses yeux clos fixés sur sa vie d'autrefois ? Ses débuts ecclésiastiques peut-être, alors que, jeune chanoine, il psalmodiait l'office dans la vieille cathédrale de Tréguier ? — ou bien le premier baiser de la gloire que lui valut, un peu plus tard, sa brochure sur le Tiers-Etat ? — ou encore le tumulte de la réunion du Jeu de Paume, à Versailles, alors que, ivre d'ardeur, il déclarait la guerre au vieux monde ? — cette salle de la Convention où il coudoyait Danton, Robespierre, Saint-Just, Couthon ? — ce palais du Luxembourg où il avait trôné en pourpoint de pourpre brodé d'or ? — à moins que sa pensée ne revînt sans cesse à l'instant où, après de si constants efforts, il allait saisir le pouvoir suprême qu'un rival madré avait subrepticement escamoté ? Quel résultat de tant d'illusions, d'intrigues, de méditations, de périls, d'habiletés ! Sa Constitution de l'an VIII, qu'il croyait immortelle, n'a pas vécu quatre ans. La génération nouvelle connaît-elle seulement le nom de Sieyès ? De tous les Bruxellois qu'impressionnent, quand il passe, sa gravité et sa tristesse, combien pourraient dire à quoi il a employé sa vie ? N'est-ce pas chez lui que, certain jour, un bon bourgeois brabançon restait en extase devant une belle épreuve de l'estampe fameuse représentant le *Serment du Jeu de Paume* ? Après l'avoir longtemps examinée, il ne put se faire de demander : « Qu'est-ce que c'est que ça ? — Vous voyez, répondit l'ancien révolutionnaire avec un regain d'orgueil, c'est le *Jeu de Paume* !... » L'autre continua de contempler la gravure dans un profond recueillement ; puis, s'en détournant avec un soupir : « Avouez, monsieur, dit-il, que cette passion du jeu est une chose bien affreuse... Regardez toutes ces figures : ces gens-là n'ont-ils pas l'air d'une bande de possédés ? Ces trois qui s'embrassent ne paraissent pas trop mécontents de leur journée ; mais celui-ci — en montrant Mirabeau, — celui-ci qui serre les poings comme s'il allait tomber en convulsion... Je parie bien qu'il a tout perdu... »

Sieyès fut l'un des heureux de la proscription. Il revit la France dont la révolution de 1830 lui rouvrit les portes. Il mourut à Paris, à quatre-vingt-huit ans, en 1836.

GEORGES LENÔTRE,
de l'Académie française.

Le rationalisme et la sécularisation du monde⁽¹⁾ (1637-1789)

III. — Les controverses religieuses

La mission de l'Église étant essentiellement d'ordre spirituel, il était tout naturel que, souvent maltraitée et persécutée par les puissances temporelles, elle rencontrât sur le terrain spirituel ses ennemis les plus redoutables. De ces ennemis les uns se disent encore chrétiens, ou même catholiques ; les autres sont simplement philosophiques. Étudions d'abord les premiers, dans leurs rapports avec la pensée orthodoxe.

Celle-ci, fortement définie et fixée par le Concile de Trente, avait définitivement rompu tous liens doctrinaux avec le protes-

(1) Voir la *Revue* du 16 novembre 1934.

tantisme. Mais les deux confessions rompaient encore d'innombrables lances et, d'un camp à l'autre, les controverses battaient leur plein. En un certain sens, et malgré ses inquiétantes victoires, la Réforme avait échoué, puisque, s'annonçant comme une révélation nouvelle, elle n'avait pas réussi à exterminer et à supplanter le catholicisme. D'autre part, elle développait, en vivant, son principe intérieur : ayant déchaîné l'individualisme religieux, elle s'acheminait, à travers mille variations, à ses deux termes logiques : mysticisme sans frein, illuminisme ou piétisme — et libre pensée plus ou moins vaguement teintée de religiosité. Mais dans les deux camps, des esprits sages, alarmés de cet état de choses, regrettant l'antique unité de foi, voyant bien tous les dangers que la rupture du dernier siècle faisait courir à l'idée chrétienne, rêvaient d'une réconciliation doctrinale, d'une reconstitution de l'ancien patrimoine, de l'union ou de la réunion des Églises.

Ce fut là, chez les catholiques, le rêve constant de Bossuet, la pensée profonde qui nourrit, explique et vivifie toute son œuvre. Tout jeune prêtre, à Metz, il avait écrit son premier et déjà remarquable livre, sa *Réfutation du catéchisme du sieur Paul Ferry*, et étant entré en cordiales relations avec l'excellent homme, il avait, de concert avec lui, jeté les bases d'un accord. Plus tard, à Paris, sa science, sa charité, sa vigoureuse dialectique qui consistait essentiellement à simplifier les questions et à « trancher en un mot la difficulté » avaient déterminé de nombreuses conversions, entre autres celle de Turenne. De là devait sortir en 1671 son *Exposition de la Doctrine catholique* qui, approuvée par Innocent XI, provoqua une foule d'abjurations, — plus de trente mille en cinq ans, au dire d'Arnauld. Survint la triste révocation de l'Édit de Nantes, qui ralentit le mouvement des conversions spontanées. Trois ans plus tard, en 1688, reprenant le problème par un autre biais, et portant la lutte sur le terrain ennemi, Bossuet publiait son admirable *Histoire des Variations* qui, suivie des *Avertissements aux protestants*, met en pleine lumière les conséquences ultimes de la Réforme et dénoue avec une vigoureuse éloquence l'anarchie qu'elle engendre dans l'ordre religieux et moral, politique et social. D'abord déconcertés par cette fougueuse attaque, les protestants, avec Jurieu, finissent par prendre leur parti des « variations » qu'on leur reproche et, finalement, le fossé que Bossuet avait voulu combler entre les deux confessions s'en est élargi.

Sans se décourager, l'auteur des *Variations* se prêtait généreusement peu après aux vellétés de rapprochement qui lui venaient cette fois de l'Allemagne protestante : Molanus, abbé de Loklum, puis Leibniz se concertèrent avec lui pour élaborer un projet d'accord. De grandes concessions furent faites de part et d'autre ; la pierre d'achoppement fut le Concile de Trente, que les négociateurs protestants auraient voulu effacer de l'histoire, mais que Bossuet ne pouvait désavouer. A ses subtilités dialectiques Leibniz semble avoir mêlé des préoccupations politiques qui n'étaient point pour faciliter l'entente. Il reprit la discussion en 1699, mais sans plus de succès. La guerre de la succession d'Espagne fit encore avorter un autre plan de réunion que Bossuet, sur la prière du pape Clément XI, s'était empressé de dresser. Il échouait presque au port. Après lui, le protestantisme allait poursuivre l'évolution qu'il avait prévue et prédite, et s'écarter, au siècle suivant, de plus en plus de cette unité doctrinale qui paraissait avec raison au grand évêque comme la pierre de touche de la vérité religieuse.

Cette unité, que la Réforme du XVI^e siècle avait si violemment ébranlée, allait être compromise cent ans plus tard par l'hérésie janséniste.

* * *

Les origines du jansénisme sont assez complexes. Il a pris naissance dans cette florissante Université de Louvain, toute proche

de la Flandre germanique, où l'activité théologique était intense, où les influences luthériennes s'étaient parfois infiltrées, et où le grand humaniste Juste-Lipse avait ouvertement tenu école de stoïcisme : *Manuductio ad stoicam philosophiam* était le titre d'un de ses livres.

Un professeur de Louvain, Michel de Bay (Baïus), dans la seconde moitié du XVI^e siècle, enseigna avec beaucoup de succès, en s'inspirant principalement de saint Augustin, des doctrines sur la grâce qui se rapprochaient beaucoup de celles de Luther : il fut condamné et se rétracta. Mais le souvenir de son enseignement persista. Deux étudiants de Louvain, un lourd, maigre, obstiné et laborieux Flamand, Corneille Jansen, et un Basque, ardent subtil et dominateur, Duvergier de Hauranne, avaient reçu ce germe sur les bancs de l'Université ; ils se retrouvèrent à Paris, puis dans une longue et studieuse retraite qu'ils firent à Bayonne, et qui dura deux ans, ils se plongèrent dans l'étude de saint Augustin. A vingt ans de là devait sortir de cette collaboration le gros in-folio posthume de Jansénius, devenu dans l'intervalle évêque d'Ypres, et auquel il avait donné ce titre significatif : *Augustinus*. C'était, à grand renfort de textes de saint Augustin, tout l'exposé de la doctrine nouvelle. Depuis Adam, depuis le péché originel, la nature humaine est irrémédiablement corrompue. Mais Dieu, dans sa bonté et sa toute-puissance, sauve qui lui plaît, conformément à ses desseins insondables, par l'octroi d'une grâce, dont le don, tout gratuit, échappe à toute prévision humaine, à tout mérite proprement humain. C'est la négation même de la notion de liberté. Et à bien des égards, l'*Augustinus* est une nouvelle édition, revue et adoucie, de l'*Institution chrétienne*, de Calvin.

Introduit comme directeur de Port-Royal-des-Champs, un couvent de bernardines, de l'ordre de Cîteaux, que la Mère Angélique Arnauld avait réformé, Duvergier de Hauranne, devenu abbé de Saint-Cyran, y fit adopter les dures doctrines de son ami. C'était une personnalité puissante et complexe : avec des bizarreries, des étrangetés déconcertantes, des allures de conspirateur, il avait une autorité morale, un don de séduction vraiment extraordinaires : Bérulle, sainte Chantal, saint Vincent de Paul y furent pris. Ce dernier lui avait entendu dire un jour : « Dieu m'a fait connaître qu'il n'y a plus d'Église depuis cinq ou six cents ans. » Pour rendre à l'Église sa pureté primitive, il vit tout le parti qu'on pouvait tirer de Port-Royal : il en fit sa chose, le bastion imprenable de la nouvelle doctrine. Comme aux premiers temps du christianisme, on vit des hommes du plus grand monde prendre le chemin du « désert » et devenir de pieux « solitaires ». Toutes ces nouveautés n'étaient point pour plaire aux puissances établies. Richelieu fit enfermer Saint-Cyran à Vincennes. Vivement attaqué par les Jésuites, l'*Augustinus* fut condamné en 1643 par Urbain VIII. La même année, Saint-Cyran mourut et le grand Arnauld, le frère de la Mère Angélique, faisait paraître le livre de *Ma Fréquente Communion*, qui développait sur un point particulier l'austère doctrine de Jansénius. L'ouvrage eut un grand succès et souleva d'interminables polémiques : saint Vincent de Paul, M. Olier le désapprouvèrent. Le pape Innocent V en condamna une simple phrase. Les Jésuites, dont les doctrines et les pratiques étaient directement visées par les disciples de Jansénius et de Saint-Cyran, s'agitaient beaucoup, demandaient qu'on ne s'en tint pas là. On n'allait pas tarder à leur donner satisfaction.

En 1649, le syndic de la Faculté de Théologie de Paris, Nicolas Cornet, dénonça à la Sorbonne cinq propositions qui dégagées de l'*Augustinus* en résumaient, selon lui, ce qui était parfaitement exact, toute la substance. Grand tapage à la Sorbonne et au Parlement. L'Assemblée du clergé en appella alors au Pape ; et le 31 mai 1653, par la bulle *Cum occasione*, après avoir fait longuement étudier la question par une commission de cardinaux, Innocent X condamna solennellement les cinq propositions. De

ce moment-là date la fameuse distinction imaginée par les jansénistes pour se dérober aux directions pontificales, entre le *fait* et le *droit*, distinction qui a alimenté les controverses pendant plus d'un siècle; ils ne faisaient point difficulté à condamner en droit avec le Pape les cinq propositions; mais ils niaient qu'elles fussent en fait dans Jansénius et qu'elles exprimassent sa pensée. La Sorbonne venait de rayer du nombre de ses docteurs Arnauld qui, dans une *Lettre* publique, avait soutenu cette singulière théorie, contrairement à l'arrêt du nouveau pape, Alexandre VII, lequel, par une bulle du 16 octobre 1656, confirmait, en précisant les termes, la condamnation portée par son prédécesseur. On s'appropriait à faire signer aux jansénistes un formulaire qui ne laissait prise à aucune équivoque. Et les choses en étaient là quand intervint Pascal.

C'était la plus récente et la plus illustre recrue de Port-Royal. Il n'était jusqu'alors connu que par ses admirables travaux scientifiques, mais peu d'hommes ont porté aussi distinctement au front le signe irréfragable du génie. A la suite d'une nuit d'extase (23 novembre 1654), il s'était « converti », s'était mis sous la conduite de « Messieurs de Port-Royal », en particulier du grave et doux M. de Saci. Sollicité par Arnauld de venir en aide à ses nouveaux amis, il écrivit et publia, du 23 janvier 1656 au 24 mars 1657, ses étonnantes et terribles *Provinciales* qui mirent les rieurs et le grand public du côté des jansénistes. Portant la lutte chez l'ennemi, Pascal, très habilement, après quelques passes d'armes théologiques, attaquait les Jésuites, leur reprochant le relâchement de leur morale et les « ordures » de leurs casuistes. Entre-temps s'était produit le fameux miracle de la Sainte-Épine qui semblait être la justification de Port-Royal et l'encouragea à la résistance. Après mille démarches et négociations, les religieuses de Port-Royal consentirent enfin (1669) à signer le fameux formulaire dont on leur présenta une rédaction adoucie, et pendant une trentaine d'années les persécutions et les polémiques violentes cessèrent : la paix de l'Église semblait avoir terminé définitivement cette trop longue querelle; les hommes de Port-Royal se retournaient contre les protestants et venaient prêter main-forte à Bossuet. Pascal était mort en 1662, laissant en manuscrit les « immortels brouillons » d'une *Apologie* qu'il avait entreprise et qui, avec quelques arrangements, furent publiés par ses amis en 1670. Port-Royal a eu la gloire d'avoir vu naître et inspiré la plus puissante et la plus persuasive Apologie moderne du christianisme et le plus beau livre de la langue française.

* * *

Mais si longue qu'elle fût, la trêve ne pouvait durer éternellement, des rétractations individuelles se produisaient. En 1693, les *Réflexions morales sur le Nouveau Testament* de l'oratorien Quesnel remettaient en circulation les thèses les plus audacieuses et les plus discutables de la doctrine janséniste; la publication, en 1702, d'un opuscule, *Le Cas de conscience*, faisait revivre les pires équivoques de la secte.

Louis XIV, irrité, obtint du Pape, en 1705, une nouvelle bulle, *Vineam Domini sabaoth*, qui condamnait cette attitude; les religieuses de Port-Royal refusèrent de recevoir cette bulle. Sur l'insistance du Roi exaspéré, le Pape, en 1709, lance une nouvelle bulle autorisant le transfert des religieuses dans divers monastères. L'exécution des ordres royaux se fit sans douceur, et l'année suivante Port-Royal était brutalement démoli et les restes des religieuses et des solitaires dispersés dans les cimetières voisins. On avait transformé les jansénistes en martyrs.

À Paris, ils se groupèrent et continuèrent leur propagande. Pour mettre un terme à cet état de choses, Rome lance en 1713 la fameuse bulle *Unigenitus* qui condamne cent et une propositions

du livre de Quesnel. Le clergé de France est partagé : vingt évêques en appellent au futur Concile général. Parlementaires et gallicans se joignent aux jansénistes pour résister aux décisions pontificales; on écrit pour ou contre la bulle; l'agitation est à son comble. Au cimetière Saint-Médard, sur la tombe du diacre Paris, de soi-disant miracles se produisent; des scènes de convulsions, des exhibitions scandaleuses ont lieu; il fallut fermer le cimetière. Et devant tout le siècle, le jansénisme continuera à vivre d'une vie secrète et sans gloire, ressassant les mêmes griefs, les mêmes préjugés, les mêmes formules inspirant toutes sortes de brochures et toutes sortes d'intrigues religieuses ou politiques et persistant dans cette ridicule attitude d'une petite Église hétérodoxe qui s'obstine à se dire catholique malgré le chef du catholicisme. Son histoire n'est plus digne de l'histoire.

Le jansénisme avait de tout temps lié partie avec les représentants d'un autre courant religieux qui, de bonne heure, a fait son apparition en France, et qui, à plus d'une reprise, a donné au Saint-Siège les plus graves inquiétudes. Le gallicanisme est d'ailleurs bien plutôt un état d'esprit qu'un système lié et il n'a jamais été formulé dans un corps de doctrine qui rappelât, même de loin, l'*Institution chrétienne* ou l'*Augustinus*; mais il n'en a pas moins inspiré nombre d'ouvrages et nombre d'actes du pouvoir civil et du pouvoir religieux. Réduire au minimum les droits, même spirituels, de Rome; attribuer à l'Église de France une véritable autonomie, la mettre d'ailleurs sous la dépendance directe du pouvoir royal, c'était là, tout au moins depuis Philippe le Bel, une tradition assez constante de la politique française. Cette tradition, héritée du droit romain, entretenue et fortifiée par les légistes, avait été vigoureusement reprise par Richelieu. L'absolutisme monarchique s'en accommodait trop bien pour que Louis XIV ne s'en inspirât pas à son tour. Déjà en 1662, à propos de l'insignifiante affaire de la garde corse, il avait fait sentir durement son orgueilleuse autorité au pape Alexandre VII. Dix ans plus tard, un nouveau conflit se produisit au sujet de la régale. On appelait ainsi le droit — très contesté par le Saint-Siège — que s'arrogeait l'autorité royale de percevoir les revenus des évêchés vacants et de conférer les bénéfices attribués à ces évêchés.

Deux évêques jansénistes, ceux de Pamiers et d'Alet, ayant protesté contre l'extension de ce droit de régale à leurs diocèses et en ayant appelé à Innocent XI, celui-ci les prit sous sa protection, adressa au Roi trois brefs d'un ton très vif, excommunia le vicaire général du diocèse de Pamiers qu'avait nommé l'archevêque de Toulouse, lequel s'était rangé du côté du Roi. Louis XIV, désireux de s'appuyer sur son clergé pour résister aux entreprises de la Cour de Rome, redoutant une excommunication, mais n'étant d'autre part peut-être pas très éloigné de l'idée d'un schisme, réunit en 1681 « l'assemblée générale extraordinaire du clergé représentant le Concile » et désigna Bossuet, récemment nommé évêque de Meaux, pour prononcer le sermon d'ouverture. Bossuet était gallican, mais modéré, et n'allant pas, sur la question de la régale « jusqu'à trouver bon le droit du Roi »; il accepta ce périlleux honneur, pour ne pas envenimer les choses, souhaitant d'ailleurs que l'Église catholique pût, « sans rien perdre, apparaître aimable à tout le monde, même aux hérétiques, et à tous ses ennemis ». Il prononça un très beau sermon, éloquent et habile qui prêchait en somme la réconciliation et la paix aux deux parties.

Cela ne suffisait pas au Roi : il exigea une déclaration officielle qui précisât la séculaire doctrine de l'Église de France. Pour enlever leurs armes aux violents du parti gallican, Bossuet s'en fit confier la rédaction. Toute modérée qu'elle fût dans les termes, la rédaction des fameux quatre articles déplut profondément à Rome et donna lieu à des polémiques et à des réfutations sans nombre. Non sans tristesse, sentant d'ailleurs sa foi gallicane s'ébranler, Bossuet dut travailler à une *Défense de la Déclaration*.

qui ne fut jamais publiée. Et le conflit qu'il avait voulu prévenir menaçait de s'aggraver. Un édit royal de mars 1682 prescrivait à tous les professeurs de théologie l'enseignement des quatre articles et interdisait, sous les peines les plus sévères, tout enseignement et même tout écrit contraire à cette déclaration. D'autre part, le Pape ayant refusé leurs bulles à tous les évêques nommés qui avaient pris part à l'assemblée de 1682, tandis que Louis XIV n'acceptait pas les bulles des évêques qui n'y avaient pas siégé, onze ans plus tard, en 1693, soixante diocèses en France se trouvaient sans évêque. Ce fut le roi de France qui céda le premier : il retira pratiquement, son édit ; le Pape consentit à donner leurs bulles aux prélats qui en étaient privés, mais à la condition qu'ils lui écrivent une lettre qui exprimerait leur regret « des choses faites dans l'assemblée de 1682 ». Et ce fut Bossuet encore — Bossuet toujours — qui fut chargé de rédiger les formules de désaveu.

* * *

L'affaire était terminée. Grâce surtout à Bossuet, le schisme avait été évité. Mais, en fait, l'esprit gallican subsistait en France. Les quatre articles qui affranchissaient la royauté de toute ingérence pontificale et subordonnaient l'autorité du Pape à celle du Concile resteront la charte de l'Église de France. Durant tout le XVIII^e siècle, gallicans, jansénistes et parlementaires entretiendront dans le clergé français une défiance armée et souvent hargneuse à l'égard de tout ce qui vient de Rome. Et cette hostilité se marquera particulièrement dans une opposition systématique, et encouragée par le pouvoir, à l'endroit de la Compagnie de Jésus. La suppression de la célèbre société, en attendant la constitution civile du clergé, sera l'un des derniers épisodes de la longue querelle gallicane.

Bossuet qui n'aurait pas souhaité d'être mêlé à l'affaire du gallicanisme, se trouve encore, sans l'avoir délibérément voulu, pris dans l'engrenage d'une douloureuse controverse qui allait le mettre en conflit avec l'un de ses plus respectueux disciples et admirateurs

L'abbé de Fénelon avait vingt-quatre ans de moins que Bossuet. Celui-ci aimait beaucoup ce jeune prêtre à l'âme un peu féminine, qui lui devait son rapide avancement. En 1687, Rome avait condamné les doctrines d'un prêtre espagnol, Molinos, qui, prenant en quelque sorte au pied de la lettre le mot célèbre de saint Augustin : « Aime et fais ce que tu voudras », avait tiré de là les plus dangereuses conséquences. Un barnabite, le P. Lacombe, et l'une de ses pénitentes, M^{me} Guyon, avaient adopté quelques-unes des idées de Molinos, et dans leurs multiples pérégrinations, avaient prêché partout le « pur amour ». Peut-être à moitié sainte, peut-être à moitié folle, M^{me} Guyon avait en tout cas un charme de séduction et de persuasion extraordinaire. Mis en rapport avec elle par quelques grandes dames de l'entourage de M^{me} de Maintenon qu'elle avait converties au quiétisme, Fénelon, après quelque résistance, s'abandonna à sa direction, et jusqu'au bout il « l'a révéra comme une sainte ». Par Fénelon, par M^{me} de Maintenon, elle aussi séduite, les idées, les écrits de M^{me} Guyon avaient pénétré à Saint-Cyr. Mise en garde contre ces périlleuses nouveautés par Godet-Desmarais, évêque de Chartres, M^{me} de Maintenon, retournée, essaie de dégager Fénelon qu'elle aime et qu'elle protège, de l'influence de M^{me} Guyon. Fénelon alors insiste pour qu'on fasse Bossuet juge de tout le débat : on lui remet toutes les pièces du procès. Dans une série de conférences secrètes, qui se tinrent à Issy, entre Bossuet, M. Tronson, supérieur de Saint-Sulpice, et M. de Noailles, évêque de Châlons, en 1694 et 1695, on définira, en matière de mysticisme, la doctrine, et ainsi l'on fera en sorte qu'il ne paraisse point de division dans l'Église.

Bossuet, qui n'était entré dans l'affaire qu'avec quelque répu-

gnance, fut un peu scandalisé des excentricités de paroles et d'allures de M^{me} Guyon ; mais la docile humilité de Fénelon le rassura. Au bout de quelques mois d'examen et de conférences, les trois théologiens formulaient en trente articles ce qu'ils estimaient sur ces difficiles matières la vérité catholique. Fénelon consentit à joindre sa signature à celle de ses confrères, mais à la condition qu'on acceptât d'ajouter quatre articles de son cru qui précisaient et complétaient sa propre pensée.

Sur ces entrefaits, Fénelon était nommé à l'archevêché de Cambrai. Bossuet fut heureux de le sacrer et, toujours confiant, il offrit de communiquer au nouvel archevêque le manuscrit du livre qu'il préparait sur la question du pur amour. Fénelon fut « ravi » d'accepter, feuilleta légèrement le manuscrit qui lui déplut, et, sans se presser, sans un mot d'explication personnelle, le fit rendre à Bossuet, puis, le gagnant en vitesse, il broche et publie un livre contradictoire, son *Explication des maximes des saints*. Grand scandale à la Cour et grande irritation du Roi. Fénelon soumet ses *Maximes des saints* au Saint-Siège, et Bossuet publie son *Instruction sur les états d'oraison*. La lutte est engagée entre les deux prélats qui s'accablent l'un l'autre de lettres, de mémoires de justifications de toutes sortes, et presque d'injures, et qui, chacun, à leur manière, intriguent à Rome. Enfin, le 13 mars 1699, un bref condamnait les *Maximes des saints*. Fénelon accepta avec dignité sa condamnation, dont Bossuet triompha un peu trop bruyamment. Leurs excellentes relations étaient rompues. Mais la cause était définitivement jugée. Et ce fut la dernière querelle de ce grand siècle religieux qui, par la vivacité même des controverses où il s'engageait, manifestait sa vitalité religieuse.

IV. — La lutte philosophique

Si profondes que fussent leurs divergences, quiétistes, gallicans, jansénistes, protestants sont des chrétiens. S'ils interprètent différemment la tradition chrétienne, ils ne mettent pas en cause le fondement de cette tradition même. Or, c'est ce fondement, c'est la révélation qui va être discutée, et rejetée, au XVII^e siècle, par ceux qui se faisaient appeler les « philosophes » et qui, pour cette raison, sont les ennemis les plus redoutables de l'idée chrétienne. Il est trop clair que si le rationalisme triomphe, si l'homme, par sa raison toute seule, peut résoudre le problème de sa destinée, l'Église n'a plus qu'à disparaître. La gravité de l'enjeu explique l'âpreté et la durée de la lutte, — une lutte qui n'est pas encore terminée, — et nous impose l'obligation d'insister tout particulièrement sur le grand drame spirituel qui, entre 1715 et 1789, s'est joué, plus ardemment que partout ailleurs, sur la scène française.

Pour traiter cette question avec toute la précision et toute l'ampleur qu'elle mérite, il nous manque malheureusement un livre, un grand livre qui serait, pour l'histoire morale du XVIII^e siècle, ce qu'est le *Port-Royal* de Sainte-Beuve pour le XVII^e siècle. Ce livre sur l'*Encyclopédie* que Brunetière avait rêvé d'écrire, qu'il avait commencé et qu'il n'a pu achever, on ne peut guère ici qu'en esquisser brièvement le trop rapide programme.

Les origines du mouvement encyclopédique sont assez lointaines. Pour ne pas remonter plus haut, — et on le pourrait, si on le voulait, — c'est la Réforme du XVI^e siècle qui lui a, si l'on peut s'exprimer ainsi, donné la « chiquenaude » décisive. On s'est souvent demandé si la Réforme n'était pas une fille de la Renaissance, ou si, au contraire, elle n'était pas née d'une révolte de la conscience chrétienne contre le paganisme de la Renaissance. La vérité est que la Réforme est à la fois une réaction contre le mouvement de la Renaissance et une conséquence de la Renaissance. Luther et Calvin ont « protesté », c'est entendu, contre le

débordement de sensualité qu'avait provoqué la Renaissance; mais, sans les humanistes, sans la découverte et la restauration de l'antiquité païenne, sans Erasme, en un mot auraient-ils pu réaliser leur œuvre? et le principe du libre examen qui est la base de leur Réforme n'est-il pas un legs de la Renaissance? Or, c'est ce principe qui, consacré et vulgarisé par la Réforme, est devenu l'axiome initial de toute la philosophie ultérieure. Or le premier usage que fit de sa liberté la raison laïque ainsi émancipée, ce fut d'aboutir au sceptique *Que sais-je?* de Montaigne, et, en dépit de l'espèce de barrage que, sur le terrain de la morale, les néostoïciens de l'école de Juste-Lipse et de Du Vair ont essayé de dresser, on s'orientait, au début du XVII^e siècle, parmi une grande confusion d'idées, vers une sorte d'indifférence philosophique, lorsque parut Descartes.

Celui-ci est le véritable père du rationalisme moderne. Non pas qu'il ait jamais songé à créer la moindre difficulté à l'Église établie. Il était dans sa vie privée un bon catholique, et même pieux, et même un peu mystique; il a même pu très sincèrement penser que la philosophie, comme l'ont cru d'ailleurs et Arnauld, et Nicole, et même un moment Bossuet, ne pouvait que renforcer les positions de l'apologétique traditionnelle. D'autre part, il était, comme tous les grands esprits, fort complexe, et sa pensée offre bien des contrastes: il n'est pas jusqu'aux philosophies toutes récentes de la liberté, de l'effort volontaire, de l'intuition qui ne puissent, dans une certaine mesure, se recommander de lui. Toutefois, ce n'est pas par ce côté-là qu'il a le plus agi. Son spiritualisme n'est pas par essence antichrétien; mais il peut tout aussi bien, et peut-être plus aisément, aboutir au déisme, ou même au panthéisme idéaliste de Spinoza: « Je ne puis pardonner à Descartes, disait Pascal; il aurait bien voulu, dans toute sa philosophie, pouvoir se passer de Dieu; mais il n'a pu s'empêcher de lui faire donner une chiquenaude pour mettre le monde en mouvement après cela, il n'a plus que faire de Dieu. » De plus, sa conception mécaniste du monde, son doute provisoire, sa théorie de la table rase, sa passion des idées claires et distinctes, en d'autres termes, son culte de la certitude mathématique, son intellectualisme foncier, tout cela peut très facilement se retourner contre l'idée chrétienne; et c'est ce dont Bossuet n'a pas tardé à s'apercevoir: « Outre nos idées claires et distinctes, disait-il, il y en a de confuses et de générales, qui ne laissent pas d'enfermer des vérités si essentielles, qu'on renverserait tout en les niant. » Et dans la même lettre, de 1687, à un disciple de Malebranche, il disait encore: « Je vois non seulement en ce point de la nature et de la grâce, mais encore en beaucoup d'autres articles très importants de la religion, un grand combat se préparer contre l'Église, sous le nom de la philosophie cartésienne. Je vois naître de son sein et de ses principes, à mon avis, mal entendus, plus d'une hérésie; et je prévois que les conséquences qu'on en tire contre les dogmes que nos pères ont tenus la vont rendre odieuse et feront perdre à l'Église tout le fruit qu'elle en pouvait espérer pour établir dans l'esprit des philosophes la divinité et l'immortalité de l'âme. » Ce jour-là, Bossuet était singulièrement clairvoyant.

* * *

Deux hommes vont se charger de dégager du cartésianisme les conséquences que redoutait Bossuet. Le premier est le propre neveu du grand Corneille. Esprit curieux, lucide, ingénieux, habile à prendre le vent, plus facile d'ailleurs que profond, Fontenelle avait assez longtemps cherché sa voie; il la trouva quand il s'avisa que le siècle de Descartes était un grand siècle scientifique, et qu'il importait de le faire connaître comme tel aux « honnêtes gens ». Il s'y employa avec tant de succès que la science devint très vite à la mode. Elu secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences en

1697, nul plus que lui n'a contribué à vulgariser une certaine idée de la science, d'origine toute cartésienne, que Descartes eût sans doute répudiée, mais que nombre de demi-savants ont reprise depuis des siècles, et dont ils se sont fait une arme commode contre la révélation. Cette idée que la science — et par ce mot on entend l'ensemble des sciences positives — est l'unique source de toute vérité; que la rigueur de ses méthodes lui assure des progrès indéfinis; que, fondée sur la raison et sur l'observation, affranchie de toute considération finaliste, uniquement vouée à constater des faits et à établir des lois, elle écarte comme des chimères ou des mots vides de sens toute notion de surnaturel, de miracle et de mystère. Ainsi se pose pour la première fois dans l'histoire l'irréductible opposition de la « science » et de la « religion ». Sur tous ces points, Fontenelle a montré la voie à Voltaire.

Voltaire a aussi puisé à pleines mains dans l'œuvre de Bayle. Cet autre disciple de Descartes, dont il avait enseigné la philosophie à Sedan, puis à Rotterdam, a passé sa vie à appliquer la méthode cartésienne aux matières religieuses et morales que le maître avait prudemment soustraites au doute méthodique. A grand renfort de digressions, d'anecdotes plaisantes, saugrenues ou malpropres, de citations pédantesques, il excelle, sur toutes les questions qu'il soulève, à insinuer, sous un apparent scepticisme, le dogmatisme furtif qui est le sien. Dépassant même le déisme, il va tout droit jusqu'à l'athéisme; ne déclare-t-il pas, en propres termes, qu'il vaut mieux « être athée qu'idolâtre »? Cela sans insister, d'ailleurs; il ne tient guère qu'à une chose, alors assez nouvelle: la tolérance. Et il tient aussi à répandre ses idées et à faire partager ses doutes; et c'est pourquoi il a entrepris son fameux *Dictionnaire historique et critique*. Ce livre, où il s'est mis tout entier, est à la fois la somme de la pensée de Bayle et la somme de l'incroyance contemporaine. Ce qui manquait jusqu'alors aux « libertins », c'était un vaste répertoire où l'on eût rassemblé et classé, avec preuves et textes à l'appui, tous les arguments. Ce répertoire, Bayle est venu l'apporter à la libre pensée naissante: elle y a fait son butin, elle s'y est alimentée pendant plus d'un siècle. Mieux encore: c'est à Bayle que Diderot et ses collaborateurs ont emprunté l'idée et la méthode de la grande machine de guerre qu'ils ont dressée contre l'autorité religieuse. L'*Encyclopédie* n'est, à la bien prendre, qu'une nouvelle édition revue, complétée, mise à jour et aggravée du *Dictionnaire historique et critique*.

Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que Bayle a beaucoup agi. En moins d'un demi-siècle on vit paraître huit éditions françaises et deux traductions anglaises du *Dictionnaire*; sur cinq cents bibliothèques du XVII^e siècle, deux cent vingt-huit possèdent ces gros in-folios. Or l'édition originale du *Dictionnaire* est de 1697. C'est l'année où Fontenelle devient secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences: il a déjà publié ses *Entretiens sur la pluralité des mondes* et son *Histoire des oracles*. Le siècle n'est pas achevé. Bossuet n'est pas encore mort que déjà la religion se voit subtilement discutée et repoussée au nom de la raison philosophique et historique et au nom de la science. Le XVIII^e siècle n'est pas encore né et déjà, par Fontenelle et Bayle, il a reçu ses lettres de majorité.

* * *

Pour résister à ces assauts multipliés, à quelles armes la tradition menacée aura-t-elle recours? Pascal et Bossuet sont morts, et personne ne les a remplacés. D'autre part, les discussions théologiques du siècle précédent ont affaibli, énervé une doctrine qui se prétend révélée et qui, en fait, apparaît divisée contre elle-même. On sent si bien le danger qu'on éprouve le besoin de réimprimer d'anciennes Apologies, celle de Grotius, celle d'Abbadie, pour ne rien dire des grands ouvrages de Bossuet et de Pascal, — six éditions des *Pensées*, treize de l'*Histoire universelle* en un demi-

siècle, — et de multiplier les Apologies nouvelles, celle du P. Lombard, par exemple, celle de l'abbé Pluche, surtout celle de l'abbé Houteville et celle de Louis Racine. En 1708, Malebranche publie un *Entretien d'un philosophe chrétien avec un philosophe chinois sur l'existence de Dieu*; et Fénelon, en 1713, sa *Démonstration de l'existence de Dieu*; mais ces deux ouvrages auraient fait sans doute plus d'impression si leurs auteurs n'avaient pas été compromis par les polémiques où ils s'étaient trouvés engagés et si le dernier n'avait pas été considéré par les encyclopédistes presque comme un des Pères de leur Église.

La prédication du XVIII^e siècle, cette forme populaire de l'apologétique, ne mérite pas la mauvaise réputation qu'on lui a faite : un P. de Neuville, un P. Senault, un abbé Poulle ont fait très honorablement leur métier; et un P. Bridaine a été un grand sermonnaire. Mais leur renommée à tous a été éclipsée par celle de Massillon. Celui-là ne vaut certes ni Bossuet, qui n'avait pas goûté ses débuts, ni Bourdaloue; sa théologie n'est pas très sûre, et sa morale, tantôt trop intransigeante et tantôt trop indulgente, manque un peu de consistance; mais c'est un excellent écrivain de second ordre et, au total, un orateur de mérite.

Le plus grand reproche qu'on puisse adresser à toute cette littérature apologétique de la première partie du XVIII^e siècle, c'est qu'elle n'a opposé aucune œuvre de génie aux premiers adversaires de l'idée chrétienne. Et ces derniers, ne voyant se dresser devant eux ni un Bossuet, ni un Pascal, favorisés d'ailleurs par les circonstances politiques et sociales, et l'état des mœurs ambiantes, ont tout naturellement profité d'une situation qui leur offrait une si grande facilité de manœuvre.

* * *

En 1721, en pleine Régence, il paraissait sous l'anonymat un livre en deux volumes in-douze, qui eut tout de suite un vif succès de curiosité et de scandale, un succès assez analogue à celui des *Provinciales*, dont l'auteur s'était, du reste, plusieurs fois inspiré : dix ou douze éditions s'en succédèrent en une année. Quand on apprit que ce livre, foncièrement irrespectueux, était l'œuvre d'un grave président à mortier du Parlement de Bordeaux, le scandale et le succès redoublèrent. « Le Pape est une vieille idole qu'on encense par habitude », y lisait-on. Et encore : « Dans l'état présent où est l'Europe, il n'est pas possible que la religion catholique y subsiste cinq cents ans. » Ces propositions irrévérencieuses avaient beau être soi-disant placées dans la bouche d'un Persan : il aurait fallu être aveugle pour ne pas voir où l'auteur voulait en venir.

A l'époque des *Lettres persanes*, Montesquieu a trente-deux ans. C'est un pur intellectuel. Le mot que M^{me} de Tencin aurait dit à Fontenelle : « C'est de la cervelle que vous avez là », on aurait pu le lui appliquer à lui-même. « L'amour de l'étude, écrivait-il, est presque en nous la seule passion éternelle », et il avouait « n'avoir jamais eu de chagrin qu'une heure de lecture ne lui eût ôté ». Intelligence plus vive peut-être que profonde, ou du moins plus analytique que synthétique, plus apte à saisir les divers aspects des choses qu'à en pénétrer l'essence intime, intelligence foncièrement successive surtout, Montesquieu n'a vécu que pour penser et pour jouir de sa pensée. Tout ce qui dépasse ou déborde la pensée pure, art, religion, morale, sentiment, tout cela lui échappe ou lui demeure à peu près étranger. On passait bien facilement dans sa famille du protestantisme au catholicisme et du catholicisme au protestantisme, et lui-même, quoique élevé par les Oratoriens de Juilly, avait épousé une protestante.

Dans ses premiers travaux, il nous apparaît à la fois épris de la « religion naturelle » et convaincu que les religions positives ne sont qu'un instrument volontairement mensonger de domination politique. Dans les *Lettres persanes*, il réduit la religion

« épurée » que sa raison accepte à une morale toute sociale; et sur ce credo un peu simpliste il vivra quelque temps.

De 1728 à 1731, Montesquieu va voyager; il va visiter l'Autriche, l'Italie, l'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre; et ces voyages vont l'amener à apporter quelques tempéraments à ses conceptions abstraites de « philosophe ». En 1734, il publie ses *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains*; et bien que dans cet ouvrage sa méconnaissance du côté intérieur de la religion et son admiration d'idéologue pour le stoïcisme lui aient masqué les caractères essentiels de la religion romaine, il semble, à quelque réflexions jetées en passant, que son hostilité à l'égard des religions positives en général et du christianisme en particulier s'atténue et fasse place à une disposition d'esprit plus intelligemment accueillante. L'expérience de la vie et la réflexion commencent à faire leur œuvre.

* * *

On n'en saurait dire autant d'un contemporain de Montesquieu dont le nom commençait à faire du bruit bien avant qu'on ne parlât des *Lettres persanes*. La vie tout entière — et quelle vie, longue, agitée, tumultueuse, pleine d'œuvres et pleine d'aventures! — passera sur l'auteur d'*Œdipe* sans le guérir de son irrégion. Voltaire est né irrégion, comme d'autres naissent boiteux ou aveugles : le sens religieux lui fait absolument défaut : même l'angoisse métaphysique et la profondeur du sentiment moral. Il ramasse en soi tout le réalisme bourgeois, tout le rationalisme chicanier et à courte vue de ses hérédités poitevines, et il joint à la gouaillerie l'irrespect foncier du gavroche parisien. Mobile avec cela, nerveux, impressionnable, prodigieusement impulsif, incapable de retenir sa langue ou sa plume, avec une incommensurable vanité d'enfant gâté, une fiévreuse et perpétuelle impatience de jouir et de parvenir, une soif inextinguible de bruit, de popularité, fût-elle malsaine, autour de son nom. Sur ce tempérament moral ainsi formé et sans doute déjà vicié, l'éducation des Jésuites glissa, sans l'entamer ni l'améliorer. *Puer ingeniosus, sed insignis nebulo*, disaient-ils de lui. De ce spirituel et précoce vaurien, ils firent un bon latiniste, un excellent humaniste, au goût étroit et pur, non un chrétien. En dépit de l'exemple et des préceptes de ses maîtres, il n'a jamais soupçonné ce que c'était que la vie intérieure. Quand il les quitte, à dix-sept ou dix-huit ans, vers 1711 ou 1712, il est délesté de toute foi religieuse et, selon toute apparence, de bien des préjugés et de bien des scrupules. L'ère de la joyeuse Régence va bientôt s'ouvrir : de tout son être ardent et frémissant, le jeune Arouet aspire à y jouer sa brillante et bruyante partie. Il n'a que deux grandes ambitions au cœur : jouir le plus possible, et par tous les moyens, de la vie, et se faire un nom dans les lettres.

Les premières leçons de la vie le confirment dans ces dispositions juvéniles. Présenté à la vieille Ninon qui lui légua « mille francs pour en avoir des livres » et dont il ne cessa, sa vie durant, de célébrer « la vertu », introduit plus tard au Temple, il s'encanaille avec une belle ardeur. A peine échappé du collège, le libertinage de la pensée et le libertinage des mœurs lui deviennent chose toute naturelle et familière.

Cependant, parmi toutes ses incartades, en fils très pratique du bonhomme Arouet, il poursuit son double dessein : il se pousse dans tous les mondes et jette les bases de la fortune considérable qui bientôt sera la sienne; et il s'appête à devenir le premier poète tragique et le premier poète épique de son temps. Dans toutes ses premières œuvres, il glisse déjà des traits contre les prêtres, le fanatisme et la religion.

Quand, en 1726, exilé, il part pour l'Angleterre, il est déjà l'auteur d'une *Épître à Julie*, devenue plus tard une *Épître à*

Uranie, et dans laquelle, s'adressant à Dieu, il s'écrie : « Je ne suis pas chrétien, mais c'est pour t'aimer mieux. »

Le livre qu'en 1729 il rapportait d'Angleterre, *Les Lettres anglaises*, nous révèle tout le premier Voltaire, surtout si l'on y joint les *Remarques sur les Pensées de Pascal*. Condamné au feu par le Parlement, elles renouvelaient, en l'aggravant, le scandale des *Lettres persanes* et elles n'eurent guère moins de succès : dix éditions en cinq ans. Sous une forme plus incisive et plus directe que Montesquieu, il savait les bases du spiritualisme chrétien et cartésien, et il suggérait à son lecteur les thèses essentielles du déisme. Cette courte philosophie qui admet Dieu, simple entité métaphysique, rejette l'immortalité, doute de la liberté, croit au progrès et fonde la morale sur l'utilité sociale, va faire le fond des œuvres que, dans sa laborieuse retraite de Cirey, Voltaire compose ou prépare. Le *Mondain*, le *Discours sur l'homme* la débitent en de vives et portatives formules. A la veille de partir pour la Prusse, Voltaire n'est pas encore le patriarche philosophique qu'il deviendra plus tard. Mais, sans peut-être s'en rendre compte, il prélude déjà à ce rôle, et c'est dans ses premiers écrits que les tendances doctrinales du XVIII^e siècle ont trouvé leur plus complète et leur plus agissante expression.

* * *

Nous sommes en 1751, Voltaire est à Berlin, où il est allé recevoir les rebuffades et les cyniques leçons du grand Frédéric. Montesquieu a publié son œuvre maîtresse, *L'Esprit des lois*; Buffon, les premiers volumes de son *Histoire naturelle*. Un nouveau venu, J.-J. Rousseau, vient de se révéler par un *Discours* dont les virulents paradoxes ont brusquement rendu son nom célèbre. Et c'est alors que commence à paraître, par les soins de d'Alembert et de Diderot, *l'Encyclopédie*, cette vaste entreprise de libraire et de propagande philosophique, qui sera bientôt la grande affaire de l'époque. En trois ou quatre ans, le siècle a tourné, et les diverses positions sont prises. Voltaire est dépassé et un peu oublié. Quand il rentrera de Prusse, il comprendra vite que, pour ressaisir l'opinion, il devra redoubler d'activité et modifier sa tactique.

Il y réussit assez bien. D'abord pour prouver qu'il est lui aussi capable de grandes œuvres, il laisse publier ou publie lui-même son *Siècle de Louis XIV* et son *Essai sur les mœurs* qu'il a achevés à Berlin. Puis, une fois en possession des « deux ou trois trous sous terre » qu'il estime nécessaires à un philosophe, il déverse presque quotidiennement sur le monde des pamphlets, des tragédies, des contes, des poèmes, des facéties, des dialogues, des mémoires, disons mieux : des « articles » de toute nature, prodigieux journaliste qui fait un journal à lui tout seul dans un temps où le vrai journalisme n'existe guère, et qui amuse, instruit, occupe, irrite tout ce qui lit le français, des impayables saillies de sa verve inépuisable. Ajoutez à cela une énorme correspondance, dont nous n'avons guère sans doute que les épaves, — épaves d'ailleurs infiniment précieuses et très abondantes, puisque pour les dix-huit dernières années de cette longue vie, nous ne possédons pas moins de six à sept mille lettres, — et qui lui est un moyen très efficace d'intéresser à sa personne et à ses idées les esprits et les milieux les plus divers. Jamais écrivain peut-être n'a eu, à ce degré, pareil don d'ubiquité.

De cette production incessante, toute une philosophie se dégage. Philosophie où les contradictions abondent, et qui est, au fond « un chaos d'idées claires », mais philosophie qui, dans l'ensemble, n'a pas beaucoup varié et présente une cohérence très suffisante.

Certes aux yeux de Voltaire, la vie est souvent triste, la nature hostile, et l'homme est « un vilain singe ». Mais cet être imparfait a en lui la raison et il vit en société : il a entre ses mains le moyen d'améliorer sa condition misérable. L'œuvre sacrée de la civilisation consiste précisément à affranchir la raison de toute espèce

d'entraves, à assurer son règne, à faire concourir ses progrès et ses découvertes au meilleur aménagement de la société humaine. Or, si l'on commence par poser en principe que tout ce qui est irrationnel est nuisible à l'idée civilisatrice, il suit de là que rien ne sera plus légitime que de détruire tout ce qui s'oppose au bonheur futur de l'humanité. Mais ce qui est éminemment irrationnel, c'est la religion, c'est le christianisme, avec ses dogmes « absurdes », ses observances « ridicules », sa morale « ascétique et inhumaine ». Guerre donc sans merci au christianisme, père de toutes les intolérances, de tous les fanatismes, de tous les crimes qui, depuis dix-huit siècles, ensanglantent l'histoire. Le christianisme, voilà l'ennemi, l'unique ennemi de toute civilisation et de toute humanité. Eh donc, « écrasons l'infâme », suivant la fameuse formule apprise à Berlin, par laquelle le patriarche de Ferney aimait à clore chacune de ses lettres, et qui est le *leitmotiv* presque unique de son œuvre.

« J'ai fait plus en mon temps que Luther et Calvin », aimait-il à dire. Et c'était vrai peut-être. Voltaire aurait été, sans contredit, le plus grand professeur d'irreligion des temps modernes si les encyclopédistes n'avaient pas existé.

Une grosse sensibilité plébéienne, pleurade et superficielle; une vulgarité de manières, de langage et de pensée à faire frémir; un manque absolu de pudeur, de délicatesse, de tact et de discrétion; aucun sens moral et une totale absence de volonté; avec cela une réelle bonne volonté, ou plutôt une bonhomie native, une générosité, un désintéressement qui ne lui coûtent guère, mais qui le rendent pourtant sympathique; une force d'inconscience et d'oubli qui tient véritablement du prodige; une mobilité d'esprit et d'âme dont il n'y a pas eu beaucoup d'exemples; une étonnante faculté d'assimilation et une formidable puissance de travail qu'aucune difficulté, aucune besogne ne rebutent; un don d'improvisation qui étourdit, émerveille tous les témoins, et qui, sur tous sujets, fait lever indifféremment les sottises, les paradoxes et les vues profondes; par-dessus tout peut-être un besoin intarissable de parler, d'écrire, d'extérioriser, d'épancher le trop-plein d'une pensée toujours en mouvement, en état de vibration et d'exaltation perpétuelles, et qui fonctionne à la façon d'une force de la nature : une sorte d'Isaïe de la bohème et du ruisseau : voilà Denis Diderot. Et voilà l'homme qui, pendant plus de vingt ans, sera la cheville ouvrière de *l'Encyclopédie*.

(A suivre)

Victor GIRAUD.

En quelques lignes...

Secours aux blessés

On achève en ce moment, dans un parc merveilleux cédé par la ville de Genève, le Palais de la Société des Nations : « la plus grande entreprise architecturale de notre époque ». Il n'en coûtera que 140 millions : une paille! Songez que les délégués pourront faire leur promenade hygiénique le long d'un kilomètre de façade et que le « tonnage » du bâtiment va chercher quelque chose dans les 400.000 mètres cubes, comme dit le maître-maçon.

Les journaux énumèrent avec complaisance les aménagements de ce Temple de la Paix : éclairage indirect, chaufferie au mazout, système de ventilation avec « souffleries d'air froid et d'air chaud » (on se doutait bien un peu qu'à Genève soufflent alternativement le froid et le chaud), revêtements conçus de façon à rendre le local insonore... Tiens! tiens! Craindrait-on, par hasard, que l'écho des

palabres pacifiques ne suscitât de par le monde de fâcheux commentaires?... Il nous paraît, au contraire, que de puissants haut-parleurs devraient diffuser *urbi et orbi* les prêches genevois, les « à la manière d'Aristide ».

Mais voilà bien autre chose : l'architecte a été prié de réserver, sur les plans, une salle pour l'infirmerie, une autre pour la radiographie! Diable! Ceci est tout à fait déconcertant. Ainsi donc, il pourrait y avoir, à Genève des crânes fêlés, des oreilles en choux-fleurs, des blessures par coupe-papier, des coups de pied en vache... Il est vrai que la Croix-Rouge siège aussi en permanence dans la cité de Calvin. Si nous avions le talent d'un Sennep, nous représenterions volontiers — voiles blancs et masques, charpie et bistouri, toubibs et machabées — l'infirmerie du Palais des Nations au soir d'une bataille d'hémicycle à la Conférence du Désarmement.

La fôôôrme!...

Nos Musées royaux d'Art et d'Histoire n'ont pas coûté à la Belgique 140 millions. Ils se développent cependant. Grâce à la ténacité d'un bâtisseur que rien n'arrête. M. Capart, qui a fait sortir de leur tombeau plus d'un roi d'Egypte, ferait suer de l'or aux rochers du désert. Nul ne s'entend comme lui à provoquer les générosités... plus ou moins spontanées des mécènes qui s'ignoraient. En dépit des restrictions gouvernementales, malgré le « J'y suis, j'y reste » de l'inénarrable M. Otlet, le Conservateur général a réussi à faire « sa » jonction : et je t'ajoute une aile par-ci et je t'ouvre une salle par-là! Les Musées d'Art et d'Histoire, qui souffraient surtout de la pénurie des locaux, peuvent désormais abriter une partie de leurs inestimables collections. On dit bien *une partie*. Dans les caves, encore emballées, dorment des centaines, des milliers de pièces de choix. Pour ne citer qu'un seul exemple, pas une des 50.000 estampes japonaises n'est exposée. Et pourtant, cette collection, legs d'un généreux amateur, est à ce point complète qu'elle dépasse en intérêt les dépôts des musées japonais. Nous reprendrons la forte expression de M. Capart et nous dirons : « Nous sommes tout pareils à ce collecteur d'impôts qui ferait passer dans la presse le communiqué suivant : « *Ne m'envoyez plus d'argent, mes coffres sont pleins!* »

De nombreuses salles, consacrées aux antiquités précolombiennes, à l'art nègre, aux vases et laques de Chine et du Japon, sont prêtes à recevoir les visiteurs. Pourquoi demeurent-elles fermées, obstinément? On vous le donne en mille... Faute de surveillants! Mais il ne manque pas de chômeurs! Précisément. Le Conservateur général a fait plusieurs demandes tendant à recueillir au Musée, en qualité de surveillants temporaires, des artisans en chômage. On les choisirait de préférence parmi les spécialistes susceptibles de trouver, dans cette fréquentation quotidienne de l'art, un complément d'éducation professionnelle. Il paraît que, dans l'état actuel de la législation, pareille demande est irrecevable! On croit rêver. Brid'oison ne siège pas seulement au tribunal de simple police. Mais quand les lois sont mal faites, on s'assied dessus.

Fair play

« Le sport école de *fair play*... le sport facteur du rapprochement des peuples... » : que de fois l'on nous a resservi cette antienne! Le malheur veut que, le chauvinisme s'en mêlant, les compétitions du stade sont devenues des batailles rangées où vaincus et vainqueurs, une fois le match terminé, lèchent leurs plaies et remâchent leur fiel.

On l'a bien vu, ces jours derniers, à propos de la rencontre de football Angleterre-Italie. Les Anglais, comme chacun sait, sont

des virtuoses du ballon rond. On apprend à « dribbler » avant d'apprendre à lire. A telles enseignes que les *footballers* britanniques regardent de très haut et de très loin — toute la largeur du *Channel* — ces apprentis de continentaux que nous sommes. Le « splendide isolément » ne joue pas seulement en politique. Quand toutes les nations prennent part au championnat du monde, Albion se garde bien d'inscrire son équipe. Ainsi, le fils du lord ne se commet pas avec les galopins du concierge. Or, cette année, à Rome, après un tournoi mémorable, les Italiens s'adjugèrent le titre de champions du monde de football (les Anglais demeurant hors-concours). La *squadra azzurra*, comme on l'appelle de l'autre côté des Alpes, avait fait, dans les stades de marbre, sous les yeux et les clameurs d'une foule la plus chauvine qui fût, des miracles. La Fédération anglaise — curiosité? condescendance? — invita chez elle, l'équipe victorieuse. Mais comme le prestige britannique ne peut souffrir nulle atteinte et qu'avec ces diables de « macaronis » il s'agissait de mettre tous les atouts dans son jeu, les conditions mêmes de la rencontre furent aussi machiavéliques que discourtoises : « Vous viendrez, Messieurs les Italiens, jouer à telle date que nous vous imposons, sur le terrain et dans l'atmosphère de notre choix ». Cela signifiait que l'Angleterre bénéficierait, à la fois, d'un ground fangeux, des brouillards d'automne, des encouragements de son public et d'une préparation singulièrement plus « poussée », le championnat d'Italie commençant plusieurs semaines après le championnat d'Angleterre.

Ce que fut la bataille de Highbury, les journaux italiens et anglais nous le racontent en deux versions contradictoires. Sur le résultat final, il est impossible d'ergoter : l'Angleterre a vaincu par 3 buts à 2. Mais dans quelles conditions fut obtenue cette victoire d'extrême justesse?... « Nous avons joué tout le match à dix hommes », disent les Italiens. Et c'est vrai. Monti, le meilleur footballeur des *azzurri*, le pivot de l'équipe, a dû quitter le terrain, grièvement blessé, à la quatrième minute. « Brutes ! » répliquent les Anglais, sans se départir de leur flegme. Et ils montrent, comme autant d'excuses à leur piètre victoire, les éclopés de l'équipe de la Rose aux mains des soigneurs. En fait, d'après les témoignages de spectateurs neutres, la *furia italiana* se traduisit, à Highbury, par des offensives désespérées où l'ardeur au combat, la volonté de vaincre décuplaient les énergies et provoquaient le jeu dangereux.

On ne joue plus pour s'amuser. Telle est la conclusion de toute cette affaire. Une victoire olympique, c'est comme une étoile au drapeau. L'athlète japonais serre les dents — et les poings — pour vaincre le Yankee à la course. Un France-Allemagne évoquera Verdun ou bien Sedan. Les Yougoslaves font de la défaite italienne à Highbury des gorges chaudes. Mussolini fronce le sourcil. C'est excessif. Il serait temps, dans l'intérêt du sport et de la mesure, qu'on ramenât les champions à une conception plus saine du *fair play*.

Léon Bérard sous l'habit vert

Léon Bérard, de l'Académie française, n'aura pas beaucoup de dédicaces à tracer s'il veut envoyer à ses nouveaux confrères la liste de ses « œuvres complètes ». Pareil à l'illustre Jonnart, Léon Bérard n'écrit guère. Ce qui ne veut pas dire que sa nomination provoquera des monômes indignés au Quartier latin.

Ce subtil Béarnais est un des orateurs les plus fins qu'il nous ait été donné d'applaudir, l'improvisateur-né. Nul n'excelle comme lui à balancer la phrase, à varier le tour. Rien d'académique, d'ailleurs (au sens péjoratif du mot), dans cette éloquence que relève, tel un brin d'aïoli, l'humour gascon. Il faut des orateurs comme Léon Bérard pour rendre supportable le treizième discours lors d'une commémoration officielle. On se souvient de l'avoir entendu

louer Molière, quand il était grand maître de l'Université. Une douzaine d'orateurs plus ou moins patentés avaient réussi à porter l'auditoire à cette température propice aux somnolences. Bérard se leva et plut : « *surrexit et placuit* ».

Tous les amis des humanités doivent se féliciter de l'élection de la semaine dernière. Laissons, si vous le voulez bien, l'irritante question de la droite et de la gauche académiques. Duhamel, candidat évincé, a bien des mérites. Il faut espérer qu'on ne l'obligera point à faire trop longtemps antichambre. Mais au moment où Léon Bérard reçoit le bicorne, comment ne pas évoquer avec reconnaissance l'admirable compagne du plus classique — et du moins pédant — des champions de nos lettres gréco-latines? Les discussions au Palais-Bourbon manquent souvent de tenue. En ce temps-là, Léon Bérard réhabilita la tribune.

Le centenaire de Schiller

Le centenaire de Schiller a donné prétexte, en Allemagne, à des manifestations nazistes. On avait annexé Goethe. C'est devenu une habitude. Quelqu'un rappelait cependant que la première œuvre de Schiller (*Les Brigands*) portait, en guise d'épigraphe, ce cri de guerre : *In tyrannos* (contre les tyrans)!

A côté de son ami Goethe, Schiller fait plutôt figure d'un rêveur élégiaque. Le *lied* prend, chez lui, des accents émouvants. On sait qu'il méprisait l'armée et que son séjour chez les cadets fut surtout occupé à des « choses étrangères à la classe ». Il a chanté Jeanne d'Arc et fait, sur la scène, de l'histoire non aryenne. Tout ceci n'est pas très « conforme ». Mais le docteur Goebbels n'y regarde pas d'aussi près. A son sentiment, le culte des grands citoyens, de tous les grands citoyens, est un moyen commode de ranimer la flamme. Et voilà qui fait l'affaire des graveurs de timbres-poste!

Il y a, dans Schiller, un chant célèbre : *le Chant de la Cloche*. La cloche sonne pour les alléluias, pour la fête des berceaux et les noces villageoises. Mais aussi pour la guerre. Elle s'appelle alors le tocsin. Et les femmes elles-mêmes, telles des hyènes enragées, prennent leur part des combats, des massacres. De ces deux carillonneurs, — le Schiller idyllique, le Schiller casqué, — quel est celui que célèbre l'Allemagne de 1934?... On serait curieux de le savoir.

“ Les Célibataires ”

de Henry de Montherlant

C'est une destinée curieuse que celle de M. de Montherlant. Il passe à juste titre pour un des auteurs les plus importants de la jeune génération; chacun de ses livres est commenté par tout l'ensemble de la critique avec une part égale d'enthousiasme et d'envie; son nom est retentissant, sa renommée considérable. A l'inverse de la plupart des écrivains qui ont débuté avec lui aux environs de 1920, il a porté sans défaillance le fardeau de la gloire, et n'a jamais fait montre de vouloir le déposer. La gloire est son bien, son choix et sa vie. Il a pour profession d'être un homme de génie : et jamais profession ne fut embrassée avec un zèle plus ardent ni récompensée par des succès aussi marqués.

L'homme de génie n'est pas une création récente, on en trouve jusque dans la plus haute antiquité. Cependant c'est depuis des

temps assez peu éloignés qu'ils ont commencé à se multiplier et à faire florès. Il y en a tout au plus quatre ou cinq durant le Grand Siècle, une douzaine peut-être à l'époque de Voltaire. Mais depuis la Révolution une éclosion abondante de génies s'est faite par le monde, et le XIX^e siècle en a tant vus qu'il n'a jamais pu bâtir assez de squares pour y caser toutes les statues qu'il leur fallait.

Aujourd'hui nous sommes moins enthousiastes des hommes de génie. Nous ne les traitons plus avec les égards qu'ils méritent. Pour tout dire, nous en sommes un peu fatigués. Notre époque est une époque de désillusions. Nous n'avons plus le courage de croire que certaines gens puissent être moins bêtes et moins petits que nous ne nous sentons nous-mêmes. Nous accepterions la soumission à quelque autorité, mais nous ne subissons plus guère les prestiges de la gloire. C'est par raison et non par amour que nous sommes des humbles. Les superbes ont perdu pour nous leur ancienne magie. Ils nous paraissent aujourd'hui, je ne dirai pas vulgaires, ou bruyants, ou comiques : ce serait trop dire! Ils nous semblent seulement légèrement indécents et excessivement déplacés.

La destinée de M. de Montherlant a cela d'exceptionnel qu'elle est indubitablement celle d'un homme de génie et que pourtant elle ne nous paraisse ni choquante, ni risible. Nos sens ni notre raison ne s'en étonnent, ne s'en émeuvent. M. de Montherlant est un homme de génie. C'est un fait, un fait universellement reçu. Cela ne suscite aucun doute, cela ne soulève aucune espèce de difficulté.

Il s'ensuit que si M. de Montherlant est un cas exceptionnel, ce n'est pas du tout parce qu'il a du génie, c'est parce qu'il a pu se faire accepter comme tel. Il n'est pas de cette sorte bâtarde de génies qui sont nés avec leur génie, et qui sont génies malgré la réprobation du public et quasi sans le faire exprès. Non, M. de Montherlant est d'une autre sorte. Il est un génie prospère, un génie approuvé. Il s'est installé dans notre admiration comme on s'installe dans une maison dont on est propriétaire et où on a l'intention de résider toute sa vie; il y a suspendu ses tics et ses manies, poussé dans les coins ses deux ou trois idées, accroché aux murs un grand nombre de portraits de femmes, et posé au milieu du salon, sur un chevalet, fort en évidence, son portrait à lui, qui est d'un bel athlète, nu de la tête aux pieds.

L'admirable de la part d'un tel homme, c'est qu'il puisse ainsi maintenir en nos esprits une réputation sans cesse menacée par les inépuisables facultés d'indifférence et de dégoût qui sont la marque de notre temps.

Si l'on comprend bien ce point de vue, on aperçoit tout de suite l'intérêt spécial qui s'attache à chaque nouveau livre de M. de Montherlant. Nous ne devons pas nous demander : « Sera-t-il beau? » Cela va sans dire! Nous devons nous demander par quelle mystérieuse opération de l'esprit M. de Montherlant va nous persuader, une fois de plus, grâce à son livre, que lui, Henry de Montherlant n'a pas cessé d'être aussi génial que jamais.

Telle est la question que nous nous sommes posée à la lecture des *Célibataires*. Et la réponse, tout de suite, a été déconcertante. Rien dans ce nouveau roman ne semble rappeler — à première vue au moins — les œuvres qui l'ont précédé. *Le Songe* ou *la Relève du matin*, les *Olympiques* ou *la Petite Infante de Castille*, les *Bestiaires* ou *Aux Fontaines du désir*, tous ces livres, quels qu'en fussent le genre, le sujet, les idées, le sentiment et la longueur, étaient unanimement caractérisés par l'absence de la composition et la présence d'un héros qui, bien entendu, ne pouvait être autre que l'auteur lui-même. Or — cela saute aux yeux — les *Célibataires* sont un roman fermement composé et parfaitement objectif. Immense différence : au lieu de nous trouver en face d'une œuvre-prétexte, traitant quelque vain sujet, négligem-

ment, en cours de route, mais dirigée très habilement en vue de décrire certaine personnalité sous diverses formes avantageuses, nous voici devant une œuvre qui ne prétend pas être autre chose que ce qu'elle est, et où l'auteur ne semble se manifester que par sa louable application à rester dans l'ombre.

Point de confessions, point de sports, point de taureaux ni d'infantes de Castille! L'histoire est d'une simplicité brutale : un vieux garçon titré, d'une imbécillité presque sénile, se laisse aller à satisfaire toutes ses manies qui sont aussi nombreuses que saugrenues, et à céder à toutes ses craintes, dégoûts et horreurs de l'existence qui engage inévitablement les hommes en mille sortes d'embarras et de dangers. D'excentrique il devient maniaque, et de maniaque il est en bonne voie de passer fou. L'inévitable se produit : « M. de Coantré aurait pu très bien avoir une vie normale, digne et satisfaite; il eût suffi qu'il consentît au petit effort de tenir sa place; ce qu'il payait aujourd'hui, c'était peu de chose et c'était tout : c'était de s'être négligé, c'était ce que nous appellerons, en un français douteux mais qui se fait comprendre, *la boule de neige de la non-contrainte* ». M. de Coantré passe, doucement d'abord, et puis de plus en plus vite, par toutes les étapes qui vont du désordre à la misère et à la mort. Il y est poussé irrésistiblement par tous les impondérables de la vie quotidienne contre lesquels il se trouve sans force parce qu'il a renoncé depuis toujours à choisir ou à lutter.

C'est là bien évidemment un drame balzacien, et M. de Montherlant a poussé la coquetterie jusqu'à imiter l'auteur de la *Comédie humaine* dans tous ses procédés grands et petits. C'est la même application à fouiller le portrait jusque dans le détail du costume ou dans le trait physique, menu mais caractéristique de l'homme : « Il était vêtu d'un veston d'intérieur tellement élimé sur le devant qu'à cet endroit il y avait comme une large tache blanchâtre; c'était la corde du vêtement qui apparaissait... Les mains étaient presque calleuses, surtout à l'extrémité des doigts, toute fendillée de petites rides que la poussière incrustée rendait grisâtre... » C'est aussi, non sans quelque affectation, les mêmes tournures de style, par exemple la façon bien grossière d'amener une transition : « Ici nous devons faire un retour en arrière, etc... », ou d'entamer un nouveau chapitre : « C'est un état que nous ne souhaitons à personne que celui d'être le richard de la famille, etc... » Mais c'est surtout dans le rythme même de l'action qu'éclate la ressemblance : accumulation de petits faits sordides, mais significatifs et menaçants; coalition spontanée contre le héros de toutes sortes d'éléments qui font *boule de neige* : une liquidation d'héritage, un déménagement, le manque d'égards d'un docteur de village, l'avidité d'un aubergiste. Enfin, la rigueur même d'un développement qui ne laisse pas d'autre issue que l'écrasement du faible, victime de sa propre faiblesse, car la faiblesse de l'homme isolé attire et conjugue toujours contre elle les forces éparpillées du destin. Oui, tout cela, c'est du Balzac, et jusqu'au sujet même du livre, qui est celui du *Cousin Pons*, jusqu'au titre qui est volé à *Pierrette* et au *Curé de Tours*!

C'est là presque un plagiat, sûrement c'est un pastiche. Et il y a quelque mélancolie à penser que, pour une fois que M. de Montherlant s'est appliqué à fabriquer autre chose que son propre génie, il est tombé sous la coupe d'un génie plus grand que le sien; et quelque amusement peut-être aussi à le voir influencé précisément par le génie le moins enclin dans son œuvre à la confiance et à la *superbe*, par l'être le plus vigoureusement objectif et *ouvrier* qui ait existé.

Et, pourtant, quand on a fait ce rapprochement si évident, on n'a pas encore compris la valeur grande ou petite des *Célibataires*. Mieux encore, ce rapprochement risque précisément de nous en faire méconnaître la valeur réelle. Si M. de Montherlant a pris soin de copier Balzac dans le procédé, l'idée, et jusque dans

la morale, c'est-à-dire dans tout ce qui est imitable et visible, il n'a pas pu et peut-être il n'a pas voulu l'imiter dans les éléments inimitables et quasi invisibles qui constituent ce qu'on ne peut appeler que de façon assez vague le souffle, l'esprit du roman. Une comparaison entre le héros balzacien et le personnage central des *Célibataires* nous permettra peut-être de préciser : on sent tout de suite que ce dernier n'a ni l'intensité de vie ni la profondeur d'âme d'un abbé Birotteau, d'un cousin Pons. Rien de plus évident et de plus explicable : l'intensité, la profondeur sont des valeurs quantitatives; on les a à un degré moyen qui est celui de M. de Montherlant, ou à un degré très haut, un degré royal qui est celui de Balzac et des maîtres. Aussi cette comparaison ne servirait qu'à humilier bien gratuitement l'apprenti si elle ne nous amenait à en faire une autre : Pons ou Birotteau ne diffèrent pas seulement de Coantré par l'intensité ou la profondeur; ils appartiennent à un autre monde de l'imagination; ils vivent d'une vie différente, sans commune mesure avec celle du personnage de M. de Montherlant. Emportés par des forces, minuscules dans le détail, mais immenses dans leur nombre et terrifiantes dans la logique qui les associe et les dirige, les héros balzaciens gagnent je ne sais quelle ampleur, quel prestige historique à mériter ainsi d'être les victimes d'une catastrophe que semblent seuls avoir méritée dans le recul des temps les guerriers et les rois. Ils appartiennent à la fois au monde du pathétique et à celui de l'épique. S'ils éveillent notre pitié, ils commandent aussi notre admiration.

Rien de semblable dans les *Célibataires*. L'infortuné héros de M. de Montherlant n'émeut guère notre pitié; les sentiments qu'il nous inspire n'ont jamais rien qui ressemble à de l'admiration. Bien au contraire, loin de plaindre ou d'admirer, M. de Montherlant se range et nous force à nous ranger parmi les méchants et les ennemis. Il hait son héros, pis encore, il le méprise; manifestement il lui veut du mal, et secrètement il se réjouit quand ce mal s'accomplit : « (M. de Coantré) sentait son corps avachi (si monstrueusement, à la fois pesant et faible), il avait une perception physique de la lourdeur de son ventre, de la gracilité de ses jambes, de l'étriqué de ses épaules, de la voussure de son dos, de l'atonie de son regard, de l'énormité de sa tête... » ou bien encore : « La faiblesse et la pesanteur combinées de tout ce qu'il y avait dans son corps de flasque et de retombant... », etc. Qui ne sent dans la brutalité même de la description, un sentiment distinct de cruauté qui s'assouvit par l'insulte et les coups du corps à corps? M. de Montherlant a le dégoût vengeur. Il n'en veut pas seulement à son héros d'être égoïste ou veule, mais encore d'être laid, débile et sale. Il ne s'agit pas tant de morale offensée que de répugnance physique; ou plutôt les deux se tiennent : qui néglige son corps néglige son âme; qui ne pratique pas les sports périra dans la misère; et qui ne se lave pas chaque matin va tout droit à la damnation.

Ce mépris ne se concentre pas d'ailleurs en une seule victime. Tous les personnages masculins des *Célibataires* en sont indifféremment foudroyés. Et s'il y apparaît une créature féminine à qui sont réservés quelques compliments (car M. de Montherlant montre certaine clémence envers la femme, quand elle est belle) : « la grâce l'enveloppait tout entière... », M. de Montherlant se hâte de nous décrire en termes féroces l'*infantilisme de son esprit*. Une longue énumération suit des niaiseries dont elle est capable, où voisinent les termes *affreux*, *ignoble*, *crasse* et *dégoût*, et que termine cette phrase en forme de haut-le-cœur : « Tout cela est si bas que nous ne nous sentons pas le cœur de poursuivre. » Mais c'est qu'il poursuit encore et toujours et qu'enfin le récit n'est rien d'autre qu'une suite infinie de querelles faites à ses personnages par le romancier.

M^{me} de Staël disait en parlant de Benjamin Constant : « J'ai pour cet homme une antipathie physique que je ne saurais vain-

cre. » Là-dessus, elle devint sa maîtresse et il s'ensuivit quinze ans de rancœurs épouvantables. M. de Montherlant a la même conduite et fatalement les mêmes sentiments : ceux d'un homme se forçant à accomplir, mais avec rage, une besogne qui lui déplaît souverainement.

Voilà qui n'est plus si objectif, qui est très personnel au contraire ! M. de Montherlant, s'écartant de son roman sous la forme héroïque et lyrique, — forme des *Bestiaires* et d'Alban de Bricoule, — le réintègre sous les apparences du génie dégoûté. A l'héroïque il substitue le satirique, et regagne ainsi en force ce qu'il perd en charme. Ce n'est donc pas au roman de Balzac qu'il faut comparer les *Célibataires*, mais à certains morceaux des *Mémoires d'outre-tombe* (ceux où il arrive que Chateaubriand parle de son prochain, avec des résultats calamiteux pour celui-ci). Mieux encore, c'est de Saint-Simon qu'il faut le rapprocher. L'impatience, la malveillance, l'entêtement à rester dans la ténèbre où se drapait l'esprit vengeur, et puis tout à coup le déploiement d'une férocité qui se détend dans le frémissement verbeux de l'attaque, c'est là la langue, le ton, c'est l'esprit saint-simonien. Considérez ce portrait : « En gros, il avait l'air d'un sanglier qui serait surtout porc », ou cette pensée : « Il est facile de vérifier chez les animaux, par exemple dans un chenil, que les sujets les plus intelligents sont toujours les plus méchants. » La flèche s'enfonçait cruellement : c'est qu'elle est d'acier.

Où est le temps où M. de Montherlant disait : « Pour le moment une croyance unique et une unique espérance : la féerie... » ? Si les *Célibataires* sont une féerie, ce n'est assurément pas celle de l'Oiseau bleu ! Non, la croyance unique et l'unique espérance ont cédé la place à un hargneux désespoir. Provisoirement, sans doute. « Si la synthèse est trop difficile, disait l'auteur du *Songe*, épuisons la vie par l'alternance ». Les *Célibataires* marquent un des points extrêmes atteint par la pendule. Ce n'est pas un livre de synthèse, ni un livre à thèse : c'est, si l'on peut dire, un *livre d'antithèse*. Il se dresse contre tout ce que M. de Montherlant déteste : la lâcheté, la banalité, la chasteté, la faiblesse physique et l'esprit sédentaire. Mais quand le triste héros du livre arrive au terme fatal de son histoire, avant que de mourir il voit passer dans le ciel un vol d'oies sauvages en migration : « Ce qu'elles voulaient, c'était se donner au soleil un grand congé d'amour et de vie agréable... ». Soyons sûrs que M. de Montherlant prendra bientôt un nouveau congé, et que le prochain livre de ce grand nomade, sur les ailes de ces oies, s'en ira, suivant sa magnifique expression, vers Tanger « à la gorge bleuâtre », vers « les étangs chauds et roses dormant leur paresse enflammée ».

« Faire alterner en soi la Bête et l'Ange ! » disait encore M. de Montherlant. Nous reverrons l'Ange. Entre-temps, admirons le coup de dent de la Bête de proie.

GEORGES POULET,
Maître de Conférences
à l'Université d'Edimbourg.

ABONNEMENTS A L'ÉTRANGER

Nos nombreux abonnés étrangers nous obligeraient beaucoup en nous faisant parvenir le montant de leur abonnement (28, 25, ou 17 belgas suivant les pays) soit en souscrivant un abonnement, soit avant l'expiration de leur abonnement en cours.

Il ne sera plus donné suite qu'aux demandes d'abonnement accompagnées du paiement anticipatif. Le service de la revue sera supprimé sans autre avis à l'échéance de tout abonnement qui n'aura pas été renouvelé par le versement du montant dû.

La Chine à vol d'oiseau

Les étrangers jouissent en Chine de quelques privilèges auxquels ils attachent le plus grand prix. Mais il en est un, le plus important de tous, dont ils ne paraissent pas s'apercevoir : c'est celui qui leur permet d'être les témoins de l'un des plus grands drames collectifs de l'histoire.

Depuis qu'Alexandre le Grand a porté à l'Asie la civilisation hellénique, depuis que Rome et les Barbares sont entrés en contact, depuis que l'Europe a conquis l'Amérique, depuis la Renaissance, enfin, aucune génération humaine n'a eu à résoudre un problème d'une ampleur comparable à l'invasion de la Chine par la civilisation occidentale.

D'autres pays se trouvent en ce moment devant des problèmes analogues, notamment l'Orient islamique. Mais si l'on compare la Chine à la Turquie, par exemple, on constate qu'il s'agit ici d'un pays en contact avec l'Europe depuis des siècles, et là d'un pays à qui la civilisation occidentale est restée étrangère jusqu'à une époque toute récente ; il s'agit ici de deux civilisations de même origine et de même nature, et là-bas de deux civilisations foncièrement étrangères. La Turquie a quatorze millions d'habitants, qui parlent une seule langue, et il faut une semaine pour atteindre les points les plus reculés de son territoire. La Chine a quatre cent cinquante millions d'habitants, et du centre à la périphérie il faut plusieurs mois de voyage. Enfin, la Turquie a eu la chance, depuis la guerre, de pouvoir se transformer sans que personne intervienne dans ses affaires, sans qu'aucun pays s'occupe d'elle et contrecarre son effort. Tandis que la reconstruction de la Chine a été sabotée, à chaque pas, par un voisin puissant et résolu.

Reprocher à la Chine les difficultés dans lesquelles elle se débat, ce n'est pas oublier seulement que nous en sommes responsables, puisque c'est nous qui l'avons obligée à accueillir nos mœurs et nos idées, c'est méconnaître surtout la nature des problèmes qui se posent à elle, leurs dimensions et la rapidité avec laquelle elle a dû les résoudre.

Le développement brusque de la technique industrielle a jeté l'Europe dans un océan de difficultés de tous genres. Ses problèmes sont aussi ceux de la Chine, mais avec cette circonstance aggravante qu'en Europe l'interpénétration des intérêts n'a pas brisé de tradition et que la civilisation technique d'aujourd'hui est de même essence et de même origine que la civilisation agraire de jadis.

En Chine, rien de pareil. Les deux civilisations que le développement moderne des moyens de communication a mises soudain face à face sont hétérogènes, et l'une des deux n'était nullement préparée, ni par son génie, ni par son passé, à subir une influence de ce genre et à s'y adapter.

Ce n'est pas assez de dire que ces civilisations sont restées étrangères l'une à l'autre pendant des siècles. Leurs bases mêmes, les prémisses dont elles ont été déduites étaient contradictoires.

La civilisation occidentale est fondée sur l'effort. Elle admire les héros, les martyrs, tous les gens qui ont accompli de grandes œuvres, qui ont souffert pour un but élevé. Le Chinois, au contraire, n'a pas le goût de l'effort. Le confucianisme et le bouddhisme se sont associés pour le lui enlever. Il sait souffrir et mourir ; mais il ne divinise pas l'héroïsme ; il le considère comme un mal nécessaire, non comme un idéal à atteindre.

On a dit que des siècles de paix avaient enlevé au Chinois le

goût de la lutte et l'aptitude à se battre. Il est douteux qu'il les ait jamais eus. Car toute sa mentalité répugne profondément à la lutte.

Si les Chinois sont pacifistes, s'ils ont horreur de la querelle, du pugilat, de la bataille et de la guerre, ce n'est pas seulement parce que des siècles d'isolement ne les ont pas préparés à défendre leur vie, c'est surtout parce que la lutte, c'est l'action et l'effort.

Une autre idée fondamentale de la civilisation européenne, c'est la supériorité de ce qui est droit : la voie droite, un honnête droit, la rectitude, sont, dans nos langues, des compliments. Le Chinois, au contraire, se méfie de ce qui est droit. Les mauvais esprits suivent toujours la voie droite. Si tant de ponts sont coupés à angle droit, si tant de portes sont en chicanes, tant de chemins en zigzags, c'est — ou du moins c'était, lorsqu'on les a construits — pour dérouter les mauvais esprits. Les Chinois d'aujourd'hui ont beau ne plus y croire, leur mentalité reste pétrie de ces idées.

Ces exemples pourraient être multipliés. Mais à quoi bon ? N'est-il pas assez évident qu'il faut à un Chinois un effort énorme pour se faire une mentalité européenne : « On changerait plutôt le cœur de place... », dit-on pour indiquer une chose impossible. Ce que nous demandons aux Chinois, c'est de changer leur cœur de place, et nous nous étonnons qu'en six ans ce miracle ne soit pas encore intégralement réalisé.

Encore si ce pays était petit ! Mais il s'agit d'une des plus vastes régions du monde, d'un continent, dont presque personne n'a jamais vu les frontières, de peuplades innombrables et diverses qui parlent plusieurs langues, dont les contacts ont été rendus impossibles, pendant des siècles, par le manque de communication et dont la mentalité, les mœurs, les traditions sont variées à l'infini.

Avant de partir pour l'Europe, le maréchal Chang Hsuliang, pensant aux provinces perdues, disait à son compagnon : « Comme Shanghai et la Mandchourie sont dissemblables ! Ce sont deux pays ! » — « Oui, répondit l'autre, mais la Chine, c'en est vingt-quatre. »

Tout cela ne serait rien si la Chine avait eu du temps à sa disposition, si elle avait pu s'adapter peu à peu à sa civilisation nouvelle. Mais elle a reçu tout en même temps et pêle-mêle, les choses et les idées ; si un gramophone trouve facilement sa place dans un intérieur chinois, les changements moraux que sa présence provoque exigent beaucoup plus de temps. On ne parcourt pas en vingt ans des siècles d'évolution, et il y a une période de transition, de réadaptation, au cours de laquelle le désordre est un phénomène non point exceptionnel et surprenant, mais normal.

La Chine n'a pas eu la chance du Japon, qui a gardé sa dynastie et maintenu la continuité du pouvoir au moment où s'opérait la transformation profonde de sa vie nationale. En Chine, tout s'est dissous d'un seul coup.

La révolution de 1911, dans le même temps où elle ouvrait la Chine aux influences de l'Occident, a détruit l'Empire sans avoir rien à y substituer. Ainsi, d'une part elle a rompu l'évolution de la civilisation chinoise, d'autre part elle a livré le pouvoir aux seules gens qui fussent en état de l'exercer — les militaires. La révolution de 1927, qui a parachevé celle de 1911, a accentué le premier de ces phénomènes sans pouvoir mettre fin au second. Ainsi s'explique ce fait, en apparence paradoxal, qu'une révolution de caractère démocratique ait pu livrer la Chine aux pires ennemis de la démocratie, les généraux.

On compare parfois les luttes de la Chine à celles des diadoques après la mort d'Alexandre. Cette analogie n'est pas juste, en ce qu'elle implique, comme aboutissement de ces luttes, la division du pays, qui est très improbable. Par contre, si l'on se reporte aux luttes de Marius et de Scylla, à celles de César et de Pompée, d'Auguste et d'Antoine, ou même aux luttes qui, plus tard, opposèrent si souvent les légions romaines ayant à leur tête des préten-

dants au trône impérial, on trouve tout un choix de ressemblances frappantes avec la Chine actuelle.

* * *

Les deux grands problèmes qui se posent à l'heure présente au peuple chinois : le problème de l'armée et celui de la moralité dans l'administration, proviennent tous deux de la rapidité avec laquelle s'est opérée la révolution. Pour supprimer les abus de l'armée, il faudra transformer la mentalité des généraux et développer le patriotisme de la nation entière. Et pour assurer l'honnêteté de l'administration, il faudra donner la sécurité aux fonctionnaires et les payer convenablement — ce qui exige un budget stable, basé sur des rentrées d'impôts sûres. Comment réaliser tout cela sans routes ? Et cela ne suffira pas. Ce qu'il faut, c'est arrêter la démoralisation de la jeunesse, due à une absorption trop rapide de l'alcool occidental. Il y faudra du temps.

Le résultat le plus grave des révolutions chinoises, c'est qu'elles ont opéré un divorce entre la masse et l'élite.

La Chine n'a jamais eu d'aristocratie de naissance. Mais le peuple chinois a toujours reconnu l'aristocratie du savoir — le savoir était essentiellement à ses yeux l'art du gouvernement. Or, les anciens lettrés ont été complètement mis de côté par la révolution et remplacés par une classe qui a étudié à l'étranger, qui rentre en Chine pour y appliquer les idées de l'Occident, qui parle le langage d'Oxford, de Bonn, de Harvard ou de la Sorbonne, et que le paysan chinois ne comprend pas.

On reproche parfois aux jeunes Chinois de se laisser reprendre par leur milieu familial et de cesser d'être des Occidentaux. C'est plutôt l'inverse qu'il faudrait regretter. Ils ne redeviennent pas assez Chinois, ils ne retrouvent pas assez vite la communion avec leur peuple, et c'est ce qui les empêche souvent d'être de vrais chefs.

Toutes ces difficultés sont inséparables de l'immense transformation que subit la Chine actuelle. Personne ne pourrait les lui éviter, et les Chinois ne s'en plaignent pas. S'ils n'en avaient pas d'autres, ils en viendraient certainement à bout, dans un délai dont la brièveté étonnerait le monde.

Malheureusement, ils ont à lutter aussi contre des difficultés artificielles qui leur sont imposées par l'hostilité du Japon et qui renaissent sans cesse. Les Japonais, dans le même temps qu'ils dénoncent le chaos chinois, savent que la Chine se reconstitue, et leur politique est de l'en empêcher à tout prix. Le grand effort que font actuellement les Chinois pour se moderniser, pour mettre fin à leurs divisions intérieures et se constituer une puissante armée, est une conséquence directe de l'invasion japonaise. La volonté des Japonais de s'y opposer en est une autre.

C'est ce que m'a parfaitement expliqué le général Yu Hsueh-chung, gouverneur du Hopei, à Tientsin :

« Les Chinois, m'a-t-il dit, n'oublieront jamais que les Japonais occupent quatre de leurs provinces. Les Japonais ne pourront jamais l'oublier non plus et resteront toujours inquiets vis-à-vis de nous. C'est maintenant entre nous une querelle historique ; c'est une situation semblable à celle de la France et de l'Allemagne ; il faudra très longtemps pour la résoudre. Nous devons avant tout travailler, assainir notre administration. Lorsque nous serons organisés, le Japon n'existera plus en face de nous. C'est bien pourquoi les Japonais ont si peur que nous réussissions, et ils nous en empêcheront par tous les moyens. »

Nous avons vu le poids que la guerre et la diminution des revenus résultant de la perte d'un territoire prospère ont fait peser sur les finances chinoises, déjà surchargées par la reconstruction et l'armée. Ce sont les Japonais qui fomentent la plupart

dés troubles de la Chine : on ne tire presque pas, dans ce vaste pays, un coup de fusil dont la poudre n'ait été payée par le Japon. Les soi-disant bandits sont à la solde, et les agents japonais viennent opérer des enlèvements jusque sur le territoire des concessions étrangères de Shanghai. Beaucoup des généraux de guerre civile sont eux aussi soudoyés par le Japon, et il existe à Tokio un organisme pour soutenir les insurgés du Sinkiang, qui est allé recruter des volontaires jusqu'en Turquie.

Les Japonais sabotent la reconstruction de la Chine par d'autres moyens encore. Le port de Daïren importe, à lui seul, trente-quatre fois plus de stupéfiants que tous les ports de la Grande-Bretagne réunis, et toutes ces drogues sont destinées à la jeunesse chinoise qu'elles empoisonnent. Mais le pire est peut-être la propagande par laquelle on a répandu dans le monde entier une image fantaisiste de la situation en Chine, qui fait que pas un homme d'affaires européen n'ose accorder à ce pays le moindre crédit. Voilà l'arme véritable de la guerre moderne.

La Chine partage avec quelques autres pays le privilège d'attirer sur elle l'intérêt très particulier des grandes agences télégraphiques qui desservent la presse du monde entier. Il fut un temps où deux ivrognes ne pouvaient pas se battre en Espagne, où l'on ne commettait pas un assassinat au Mexique sans que le fait fût jugé digne d'être télégraphié au monde entier. De même en Chine, les Japonais sont fort bien informés sur les faits et gestes des bandits parce qu'ils les paient. Ils peuvent donc les publier, parfois même à l'avance. La moindre rébellion locale, les troubles sporadiques sont montés en épingle. On fait un sort à chaque rixe, à chaque vol. Et lorsque des enlèvements ont lieu dans les concessions, on se garde bien de dire que la Chine n'y est pour rien. Le premier journal qui m'est tombé sous la main à mon retour en Europe portait une grosse manchette : « *Un jeune Français enlevé par des bandits chinois* ». Or, le fait s'était passé à Kharbine, en territoire quasi japonais, et les ravisseurs étaient des Russes blancs, à la solde — le fait est prouvé — de la police du Mandchoukouo. Rarement un peuple a eu à lutter contre une presse aussi systématiquement adverse, contre une propagande d'aussi mauvaise foi. C'est une terrible croix pour les Chinois qui voient cet obstacle artificiel s'ajouter à toutes leurs autres difficultés.

On entend souvent dire, même en Chine et par des Chinois, que l'œuvre du Kuomintang a été une faillite complète; qu'après vingt ans de république et six ans de régime nationaliste le pays n'est pas plus heureux qu'auparavant, le pouvoir central pas mieux obéi dans les provinces. Les discordes civiles ne seraient ni moins nombreuses, ni moins profondes, le sort du paysan ou de l'ouvrier ne serait pas plus enviable, les calamités publiques ne seraient pas mieux prévenues, les épidémies pas mieux combattues, la santé publique ne serait pas mieux assurée, les impôts n'auraient pas diminué, les travaux publics pas fait de grands progrès; les finances ne seraient pas plus ordonnées, la sécurité des individus ne serait pas mieux garantie, l'honnêteté de l'administration et des tribunaux pas moins chancelante.

Même si ce jugement pessimiste était tout à fait exact, comment s'étonner que six ans n'aient pas suffi pour venir à bout d'une œuvre aussi énorme? Mais il est très exagéré et méconnaît toute une partie de la réalité dans laquelle des progrès considérables ont été accomplis.

* * *

Le grand fait nouveau de la Chine d'aujourd'hui, c'est l'éveil de l'opinion publique. Lorsque je suis arrivé dans mon hôtel à Shanghai, j'ai été interpellé par mon valet qui, tout en faisant la couverture le soir, s'est mis à me parler politique. C'était au lendemain de la perte du Jehol. « C'est toujours la même chose, m'a-t-il dit; les généraux se sauvent avec leurs ceintures pleines d'or,

et les petites gens comme nous se font tuer. » C'est là un sentiment puissant et un levier très fort entre les mains d'un gouvernement qui sait s'en servir. Dans les rues des villes on voit des coolies lire le journal. Dans les villages, les gens font queue devant les feuilles affichées. Tous sont contre les généraux, ils ne veulent plus de guerres civiles, ils veulent qu'on les laisse tranquilles.

Ce sentiment est si fort qu'il rend aujourd'hui les guerres civiles de plus en plus improbables. Feng Yuhsiang voulait en faire une; il n'a pas pu. Le gouvernement, appuyé sur le sentiment de la nation, l'en a empêché. Les gens de Canton voulaient partir en guerre. Ils se sont heurtés à des difficultés énormes. Aussi longtemps que cette nouvelle éthique n'aura pas pénétré dans l'esprit de tous les généraux, on ne pourra pas dire que les guerres civiles sont impossibles. Mais il est de plus en plus difficile de les déchaîner.

Ce qui montre bien qu'il y a quelque chose de nouveau sous le soleil chinois, c'est que par deux fois une transmission de pouvoirs délicate a pu s'opérer légalement et pacifiquement. La première fois lorsque le général Chiang Kaichek céda le pouvoir à ses adversaires, à la fin de 1931; la seconde fois, en mars 1933, lorsque le maréchal Chang Hsuliang, appuyé sur une armée personnelle de plus de 150.000 hommes, accepta néanmoins de se laisser éloigner par les ordres du gouvernement central et partit sans résistance.

Chang Hsuliang, qui portera dans l'histoire le poids de la perte de la Mandchourie et du Jehol, est une victime du destin. A dix-neuf ans il combattait; à vingt ans il commandait plusieurs divisions; il n'a jamais eu le temps d'étudier, de s'instruire, de se former. A trente ans il recueillait un héritage écrasant, y compris un entourage déplorable, qui l'empêchait d'agir. Puis ses médecins japonais lui donnèrent des stupéfiants auxquels il s'habitua. C'était un homme malade et faible — et les choses eussent sans doute été moins faciles s'il avait eu plus d'énergie. Néanmoins, il est juste de constater les progrès même légers, car chacun d'eux est une promesse d'avenir.

Plusieurs fois nous nous sommes demandé : La Chine est-elle chaotique? Et chaque fois nous avons dû répondre : Non. Il n'y a pas de chaos en Chine, il y a des agitations superficielles, fâcheuses, certes, qui imposent à la population des souffrances imméritées, mais qui n'atteignent pas le fond de son âme. Un pays n'est pas chaotique lorsqu'il possède une organisation traditionnelle encore presque intacte et des cadres sociaux aussi forts. Dans les villes ces cadres ont à peu près disparu, et c'est ce qui donne souvent aux étrangers une impression de désordre. Mais dans les villages et les provinces cette organisation des anciens temps existe toujours. On ne peut pas baser sur elle une administration de caractère moderne et occidental. Le gouvernement ne peut s'appuyer sur ce qui existe et il est obligé d'organiser le pays de haut en bas, au lieu de le faire, comme il serait plus normal, en partant du bas. Mais l'existence de ces vieux cadres villageois donne à l'organisme national une force de résistance insoupçonnée contre le virus politique.

La société chinoise n'est pas aussi hiérarchisée et compartimentée que la nôtre, avec toutes ses distinctions sociales. Elle ne comporte que deux classes. En Chine, lorsque vous n'êtes pas un coolie, vous êtes un monsieur. Pas de différence de costume et presque pas de différence de manières entre le fils d'un paysan aisé, un intellectuel, un employé de magasin ou un riche banquier. La longue robe uniformise tout le monde, et les gens riches ont, en général, gardé une simplicité de vie, un manque complet de besoins qui les rapprochent des gens moins aisés. Un bol de riz pour leur repas, pas de chauffage, pas de lits dans les maisons. Pour un peu, ils coucheraient, comme les pauvres, sur le trottoir.

Il faut voir un Chinois riche vivre à la campagne. Habillé d'un pyjama de coton, généralement pieds nus, rien ne le distingue de son boy ou de son jardinier. Et lorsque le jardinier a quelque chose

à dire à son maître, celui-ci le fait asseoir et lui offre une tasse de thé vert. Rien de plus cordial, de moins orgueilleux que ces contacts d'homme à homme.

Cette uniformité extérieure facilite les ascensions sociales. La plupart des chefs de la nation, non seulement parmi les militaires et les politiciens, mais encore parmi les intellectuels ou les riches marchands, sont d'humble origine, des hommes dont les parents ou les grands-parents furent des paysans. La Chine ne possède pas d'aristocratie héréditaire et pour une raison bien simple : c'est que les distinctions honorifiques que l'on peut recevoir passent non aux descendants, mais aux ascendants et s'éteignent avec eux.

* * *

On dit parfois que la Chine est féodale. Elle l'est, en un sens. Mais sa féodalité n'est pas héréditaire. Le cas de Chang Hsuliang, qui tenait ses pouvoirs de son père, lequel les tenait de son mérite, est tout à fait exceptionnel. En général, ces « toukins » qui terrorisent la Chine, y compris le gouvernement, sont des *homines novi* ; le premier et le dernier de leur lignée. Et Yuan Chikai a péri pour avoir voulu prolonger son pouvoir dans la personne de ses fils.

S'il est vrai que la plupart des révolutions sont dues à un trouble dans les fonctions de capillarité sociale, on ne peut pas dire que le besoin d'un bouleversement se fasse sentir en Chine, où l'ascension sociale des individus n'est arrêtée par aucun obstacle infranchissable. C'est sans doute pour cela que la révolution chinoise n'a pas pris une forme sociale, malgré les efforts de Borodine et la misère des coolies.

La Chine possède une organisation sociale beaucoup plus forte qu'il ne paraît. On ne peut pas, malheureusement, en dire autant dans le domaine politique, parce qu'ici la profondeur et la rapidité des transformations, la diversité et l'immensité du pays, l'insuffisance des moyens de communication enfin, placent le pouvoir devant une série de problèmes qui n'ont pas encore été pleinement résolus.

Certains penseurs chinois croient que la recherche d'une unité artificielle, la poursuite d'une centralisation exagérée sont les causes profondes des guerres civiles qui éclatent sans cesse et paralysent l'essor du pays. C'est la leçon de l'histoire de la Chine. La dynastie des Chou a donné au pays huit siècles de prospérité dans un régime de large décentralisation féodale. Il a suffi qu'un régime centralisateur et militariste, celui des Chin, s'installât, par réaction, à sa place, pour qu'aussitôt éclatent des troubles qui mirent fin à la nouvelle dynastie en moins de deux générations. La grande erreur de la République chinoise a été de ne pas savoir lire cette leçon et de ne pas comprendre que seul le fédéralisme pouvait assurer à un pays aussi vaste et aussi varié un développement harmonieux.

Cette erreur s'explique par le fait que la question du fédéralisme ne s'est pas posée jusqu'ici dans le domaine de la politique pratique. Les hommes d'Etat, qui en aucun pays n'aiment beaucoup prévoir, n'ont jamais été obligés de s'en occuper, parce que les provinces n'ont jamais demandé la reconnaissance de leur souveraineté.

Le fédéralisme, qui suppose la diversité des traditions et la communauté du sentiment patriotique, trouverait en Chine des conditions d'existence favorables. Mais le besoin ne s'en fait pas sentir, les provinces se contentent de la large autonomie de fait dont elles jouissent et ne revendiquent pas d'autres privilèges. Bien plus, l'administration provinciale étant inférieure en qualité et en probité à l'administration centrale, la population des provinces considère l'action du pouvoir central moins comme un empiétement que comme une bénédiction. S'il n'y avait, en Chine, que le peuple et pas de généraux, le gouvernement central serait fort.

Ce gouvernement, contrairement aux affirmations de ses enne-

mis, exerce son pouvoir sur presque toutes les régions qui ont une valeur économique. Plus des trois quarts des habitants lui sont pratiquement soumis ; et les hommes qui le dirigent font bonne figure auprès des politiciens du reste du monde.

Si vous observez attentivement ce que les hommes d'Etat européens ont fait depuis la guerre pour assurer une paix durable, vous vous étonnerez moins que les Chinois ne soient pas encore parvenus à éliminer chez eux le virus des guerres civiles — qui ne sont pas beaucoup plus civiles que celles que se font périodiquement les Européens. De même, regardez ce que l'Europe a fait dans le domaine des douanes, du commerce, des changes, et voyez comment les choses vont en Chine : cela vous rendra indulgent.

La vérité est que les problèmes politiques, économiques et sociaux de n'importe quel continent dépassent aujourd'hui les dimensions de l'esprit humain. Jadis les hommes d'Etat pouvaient maîtriser les problèmes qui se posaient à eux. Louis XIV, Catherine II ou Metternich ont pu être grands, mais leurs problèmes étaient petits. Maintenant tant de forces collectives ont été déchaînées que personne ne parvient plus à les dominer.

La Chine n'est, à cet égard, ni dans une situation pire, ni dans une situation meilleure que l'Europe. Mais elle a des ressources, des possibilités de développement, une vitalité que l'Europe fatiguée ne possède plus. On étonnerait beaucoup de gens, qui croient pouvoir porter sur le « chaos » chinois des jugements définitifs, en leur disant que la Chine sera, peut-être, au cours des prochains siècles, l'un des grands centres de civilisation et de production du monde. C'est pourtant vrai — dans toute la mesure de certitude que peut posséder une prophétie (1)!

WILLIAM MARTIN.

A propos de deux livres récents sur

Léopold II

« Si j'étais un jour poète, a dit le chantre magnifique de la *Colline inspirée*, ce serait pour exprimer un désir insatiable de ciel immense. Mais si j'étais un plus grand poète, je chanterais un héros qui se meut volontairement dans un horizon plus étroit que sa rêverie. Connaissions, acceptons, aimons nos fatalités qui nous bornent. »

Henri Brémont voyait là une leçon de haute sagesse classique s'opposant aux divagations de l'imagination romantique. Mais il est des leçons dont l'effet varie suivant la qualité des cervelles qu'elles atteignent, et il n'est que trop vrai que, par la méditation de ce couplet barrésien, une âme plus vulgaire que celle de Brémont peut se trouver facilement amenée à accepter avec résignation la fatalité du compagnonnage des penseurs patoisants, des folkloristes restés fidèles à la médication du panaris par la bouse de vache, et des écrivains régionalistes dont l'art se limite, volontairement ou non, à la description des canards barbotant dans la mare à purin de leur village.

Je ne voudrais entrer contre Barrès ni dans le dédain de M. Louis Bertrand, ni dans la révolte dont M. André Gide vient une fois de plus de lever l'étendard. Simplement, je me méfie de son art à jouer des grandes orgues, et de sa « merveilleuse lascheté » à se

(1) L'article que l'on vient de lire formera la conclusion d'un livre posthume du grand journaliste genevois, qui paraîtra à la Librairie académique Perrin, à Paris, sous le titre : *Il faut comprendre la Chine*.

laisser entraîner par sa propre musique au risque de faire passer parfois quelques raisonnements un peu faux sous la splendeur d'images sans défaut. (Par quoi, réserve faite quant à la perfection des images, M. Gide reste, plus qu'il ne pense, son élève.)

Il y a, sur le plan humain tout au moins, un héros réellement plus grand que celui à qui Barrès eût voulu voir consacrer l'art du plus grand poète : c'est celui qui, refusant de s'incliner devant les fatalités, parvient à élargir son champ d'action à la limite de ses imaginations. Le type moderne de ce héros-là, M. Pierre Daye vient de nous le présenter en son *Léopold II* (1), livre d'histoire qui serait pour les Belges un magnifique et très utile roman de l'énergie nationale... si, dans le temps de paix, les Belges pouvaient arriver autrement que par exception à un sens national capable de se transformer en énergie.

* * *

M. Pierre Daye peut d'ailleurs être lui-même cité en exemple de cette très heureuse exception. Bien qu'il ait publié depuis l'Armistice une quinzaine de volumes, ce n'est point un littérateur : c'est avant tout un homme d'action, dont les livres ne parlent que d'action et sont pour la plupart de judicieux appels lancés à ses concitoyens. Avec *les vainqueurs de Tabora* (1918), *L'Empire colonial belge* (1923), *La Belgique et la Mer* (1926), *Congo et Angola* (1929) disent, par leur seul titre, la qualité des matières que l'auteur se plaît à proposer périodiquement à l'attention des Belges. Grand voyageur, il a vu beaucoup de pays et de peuples; il les a observés; il a trouvé chez eux des points de vue et de comparaison qui enrichissent des plus utilement la leçon de chacun de ses livres. Ses ouvrages, nourris d'impressions d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et d'Asie, forment une série d'essais abondants en notations politiques, ethnographiques, économiques, psychologiques. Il ne manquerait vraiment à M. Pierre Daye qu'un peu d'esprit de système pour prendre figure de penseur. Mais il a trop le sens de la vie pour se borner à cet emploi et se mettre en péril de tomber dans des digressions et introductions aussi longues que celle-ci qui doit m'amener à parler de son dernier livre.

* * *

Dans cet ouvrage sur *Léopold II*, il cite un mot du duc d'Ursel à propos de ce roi : C'était « un géant dans un entresol ». La vérité de cette image n'avait pas encore été établie aux yeux du grand public avec autant de force que par ce livre que M. Pierre Daye a pu asseoir sur une documentation de tout premier ordre, tirée non seulement des archives officielles, mais encore d'archives privées et même de certains dossiers qui étaient jusqu'à présent restés secrets et le sont d'ailleurs redevenus.

Pour le public belge, généralement si peu porté avant guerre à prendre intérêt aux choses de la politique étrangère, les pages les plus curieuses de ce livre seront sans doute celles où Léopold II, roi de la si petite et si neutre Belgique, apparaît en acteur de premier plan sur les scènes diplomatiques d'Europe, d'Afrique et d'Asie.

* * *

A la vérité, son génie diplomatique s'affirma peut-être plus dans l'habileté à profiter des événements que dans l'aptitude à les provoquer à longue échéance. Un certain manque de culture historique dont un de ses conseillers, cité par M. Pierre Daye, lui fait reproche, peut expliquer la chose. Mais, dans son entreprise africaine, notamment, qui reste son grand titre de gloire, sa diplo-

(1) Pierre DAYE, *Léopold II* (Les Grandes Etudes historiques : A. Fayard et Cie, édit., Paris (16 fr. 50 français).

matie, tout empirique qu'on la puisse juger, devait le conduire à de merveilleux résultats. Pour avancer dans la brousse congolaise, le bagage historique risquait d'ailleurs d'être d'un poids inutile et même encombrant. Les souvenirs tirés de la négociation des traités de Westphalie ou de la Sainte-Alliance ne s'imposaient par rigoureusement dans les conversations diplomatiques avec LL. MM. les rois des Bangala ou des Bazoko. Léopold II prouva que s'il ne connaissait peut-être guère l'histoire du passé, il excellait à faire celle de son temps. Lorsque les légistes qu'il consulta se trouvèrent à court d'arguments propres à justifier certaines thèses qu'il formulait pour arriver à ses fins, il n'hésita pas à passer outre aux conditions du droit ancien « pour en provoquer d'autres qui lui donnaient ce qu'il désirait, à la stupeur des juriconsultes, lesquels n'eurent plus, comme il leur arrive souvent, dit M. Pierre Daye, qu'à adapter ensuite les théories du droit international aux réalités nouvelles ».

Il est des moments où la véritable science diplomatique consiste à créer des règles, non à en suivre. Cette science, Léopold II en fit preuve, non seulement par les instructions qu'il donna à ses agents en Afrique, mais encore, et davantage, par le développement qu'il sut imposer en Europe aux négociations des grandes puissances touchant les affaires du continent noir. Il n'est pas de récit plus passionnant que celui que nous fait M. Pierre Daye de cette prodigieuse aventure au début de laquelle nous voyons le roi des Belges prendre pied sur le continent africain par la constitution d'un simple Comité d'études du Haut-Congo s'interdisant expressément toute action politique, et qui se termine par la proclamation de l'Etat Indépendant du Congo.

La création de cet empire belge en Afrique est, sinon la plus importante, du moins une des plus belles des réussites diplomatiques du siècle dernier.

* * *

Le grand dessein congolais ne fut pas seul à occuper l'imagination de Léopold II en révolte contre les fatalités bornant le petit pays dont sa naissance l'avait fait roi. Il est même vraisemblable que la création de l'empire congolais ne dut être à ses propres yeux qu'une réussite de détail. « Rêve d'un empire pharaonique » : c'est ainsi que M. Pierre Daye qualifie le projet conçu par le roi quant à l'Afrique, et qui, dans le même temps où il s'occupait du Congo, lui faisait combiner un plan de conquête du Nil avec le concours de Ménélik, un essai d'occupation de l'Erythrée en commun avec l'Italie, un projet de partage du bassin du Haut-Nil avec la France, une prise à bail du Bahr-el-Ghazal avec l'Angleterre. Cette dernière entreprise réussit momentanément. Les arrangements acceptés par le gouvernement de Londres concédaient à Léopold presque tout le Soudan anglais et une bonne partie du Soudan français actuel; en outre, l'Etat Indépendant du Congo obtenait la jouissance du port de Mahagi sur le lac Albert, et la rive gauche du Nil — de Wadelaï et de Lado à Fachoda. « Le Bahr-el-Ghazal est à moi », avait pu dire Léopold à Francoqui. Mais les compensations accordées par le roi à l'Angleterre, si elles étaient peu de chose pour l'Etat Indépendant du Congo, soulevèrent les protestations de l'Allemagne, et aussi celles de la France qui ne devait concevoir que quelques années plus tard l'utilité et les possibilités de l'entente cordiale. Léopold dut s'incliner. Il ne fut autorisé qu'à conserver l'enclave de Lado à titre personnel, sa vie durant, et sans pouvoir la léguer ni transmettre à l'Etat Indépendant du Congo ni à quiconque.

Cet échec de 1894 ne l'empêcha pas de continuer à penser à la vallée du Nil, et de surveiller de très près les événements, minimes ou importants, dont elle fut le théâtre. Lorsqu'en 1898 surgit entre la France et l'Angleterre le différend de Fachoda, Léopold crut pouvoir proposer au gouvernement de la République de se substi-

tuer à la France dans l'occupation des territoires litigieux de Fachoda et du Bahr-el-Ghazal. Rebuté à Paris, il essaya encore, un peu plus tard, de se faire reconnaître à nouveau par l'Angleterre le droit d'occupation qu'elle s'était montrée prête à lui céder en 1894. Mais l'Angleterre, en ces quatre ans, avait précisé sa politique africaine « du Cap au Caire ». Et du rêve léopoldien de l'empire pharaonique qui fut un moment si près de se réaliser, il ne subsiste que le souvenir de l'obstination et de l'habileté magnifiquement dépensées par l'audacieux négociateur que fut Léopold II. Malgré l'échec, un beau chapitre de l'histoire diplomatique du XIX^e siècle.

* * *

La victoire que, par la création de l'Etat Indépendant du Congo, Léopold avait remportée contre l'Europe, il dut encore la faire reconnaître par la Belgique, au profit de qui il l'avait cherchée. Et ce lui fut l'occasion d'une nouvelle lutte aussi difficile, et plus irritante, que la conquête même du Congo. Car la Belgique refusa d'abord le présent de ce territoire de deux millions et demi de kilomètres carrés que lui offrait son roi. Il fallait toute l'obstination du souverain devenu vieux pour amener l'opinion publique et le Parlement — voire le gouvernement! — à se résigner, après des années de discussions hargneuses, méfiantes et mesquines, à accepter le don royal.

Heureusement pour l'honneur du pays, l'indifférence et l'incompréhension auxquelles se heurta le roi ne furent pas tout à fait sans exceptions. Et M. Pierre Daye sait fort heureusement rendre en passant justice aux Lambermont, aux Banning, aux Thys, aux Francqui, à quelques autres encore, dont la collaboration qu'ils apportèrent à leur roi fut d'autant plus méritante que, dans la conduite de ces affaires congolaises où ni Constitution ni considérations parlementaires ne l'embarraisaient, Léopold II fut toujours, selon ce que Comines dit de Louis XI, « un maître avec qui il fallait charrier droit ». Et qui, pas plus que Louis XI, n'avait la reconnaissance forte contre tout accident.

Il laissait, au contraire, facilement tomber ceux qui lui avaient un jour déplu, quelque services qu'ils lui eussent rendus. M. Pierre Daye a beau nous dire que « s'il pressait les gens comme des citrons avant de les rejeter », c'est parce que son devoir lui apparaissait tel qu'« il n'avait, pour le bien général, qu'à faire rendre à chacun son maximum et à ne pas s'encombrer de non-valeurs » : certaines conditions de sa rupture avec des hommes comme Banning, Lambermont, Beernaert, Thys, Jansen sont peut-être moins à sa louange qu'à celle de ces serviteurs dont l'avenir devait montrer qu'ils eurent parfois, quant aux intérêts bien compris de l'entreprise congolaise, des vues plus justes que celle du souverain. A l'étranger, la considération de l'œuvre africaine de Léopold II et de la Belgique elle-même souffrit beaucoup, pendant tout un temps, de l'assimilation qu'on put faire de la politique du travail forcé au rétablissement de l'esclavage.

* * *

Au vrai, dans la puissante personnalité de Léopold, les qualités d'intelligence l'emportaient de beaucoup sur celles du cœur. M. Pierre Daye, qui a fort bien mis en valeur, et sans jamais dépasser la juste mesure, tout ce qui peut être relevé à l'actif de la réputation de son héros, n'a guère recueilli le souvenir d'aucun geste marquant de générosité. De là sans doute l'indifférence assez générale du roi quant aux problèmes sociaux qui furent énoncés sous son règne et à la solution desquels, il faut bien le reconnaître, il n'apporta qu'une assez faible contribution personnelle. Ce n'est pas par la seule force de choses étrangères à sa volonté que, pendant

tout son règne, même après la revision constitutionnelle, la Belgique n'eut pas un seul ministère démocratique.

La revision constitutionnelle, d'ailleurs, se heurta d'abord à son hostilité. Il afficha même celle-ci aussi ouvertement qu'il lui était permis de le faire lorsque, en 1890, en période de pleine agitation « revisionniste », et tandis que l'opinion publique s'y montrait de plus en plus favorable, il appela au ministère de l'Intérieur le Namurois Mélot, adversaire déclaré de toute revision. Heureusement, il avait pour premier ministre Beernaert. Celui-ci n'eût certainement pas hésité, suivant la doctrine pascalienne, à maintenir l'injustice sociale s'il eût jugé la chose nécessaire au maintien de l'ordre. Mais les événements se développaient de telle façon qu'il vit très bien que le plus grand service qu'il pouvait rendre au roi et aux classes dirigeantes de Belgique, c'était de leur faire comprendre qu'il devenait urgent d'améliorer le sort du prolétariat plus encore dans l'intérêt du maintien de l'ordre que par souci du sort de l'ouvrier. Léopold, néanmoins, n'alla pas à la réforme avec une extraordinaire allégresse, et les concessions auxquelles il se sentit contraint lui furent occasion de marchandages dont le bon sens politique n'était d'ailleurs pas absent : telle sa revendication du referendum à la manière suisse, qu'il justifiait en termes excellents :

« Le referendum, disait-il, est une mesure sagement démocratique, nationale. C'est plus une extension des privilèges du corps électoral qu'une augmentation du pouvoir royal. C'est le corps électoral qui obtient le droit de réponse. Ce n'est pas un pas vers la législation directe par le peuple. Chercher à assurer la bonne marche du système parlementaire, c'est l'affermir et ainsi éloigner, empêcher l'avènement de tout autre. »

Les partisans de la réforme parlementaire en France et en Belgique peuvent, en l'an 1934, méditer utilement ces idées vainement développées et défendues par Léopold II il y a plus de quarante ans. On ne voit pas, ni dans ses rares écrits, ni dans ses discours plus nombreux, qu'il se soit préoccupé de se former une doctrine générale du gouvernement de l'Etat; mais il avait l'art de saisir le côté réaliste des affaires politiques, et son pragmatisme un peu sceptique devait, dans le domaine intérieur comme sur la scène internationale, le servir heureusement jusqu'à la fin de son règne.

Le livre de M. Pierre Daye abonde là-dessus en détails curieux et pittoresques. Mais je ne puis analyser ici tous les chapitres de cet ouvrage que son succès, à l'étranger comme en Belgique, a déjà poussé à sa vingt-septième édition. Je voudrais pourtant qu'il me fût permis de revenir sur une question que M. Pierre Daye présente, avec celle du Congo et celle de l'expansion nationale, comme un des trois *leitmotive* revenant sans cesse « dans la formidable orchestration de tout le règne » : c'est le problème de la défense nationale. Sur les préoccupations et les efforts du roi à ce sujet, le livre de M. Pierre Daye apporte des renseignements que vient heureusement compléter encore un autre ouvrage des plus intéressants concernant le règne de Léopold II et dont le second tome vient de sortir de presse : *Les Débuts d'un Grand Règne*, par M. Jules Garsou (1).

(A suivre.)

IVAN PAUL.

(1) JULES GARSOU, *Les Débuts d'un Grand Règne*, t. II : « De la démission du général Chazal à la retraite de Rogier et Vandenpeereboom (octobre 1866-janvier 1868). Préface de M. Albert Devèze, ministre de la Défense nationale. Editions de l'Eventail, 44, rue d'Arenberg, Bruxelles (18 francs belges).

La Semaine

(Suite de la page 2)

de bornes, et c'est la faute de l'Etat si ces bornes n'étaient nulle part. Le résultat, c'est ce qui se passe sous nos yeux.

La moitié de l'industrie, et notamment les entreprises d'électricité, de transports, de mines, sont dans les mains des banquiers. Ceux-ci dirigent tout cela de leur mieux, et l'on voit des théoriciens se réjouir de cette situation au nom de l'économie libérale, sans s'apercevoir que les principes de cette économie ne s'appliquant absolument plus au cas des trusts, des « industries contrôlées » et des holdings.

Non moins benêts sont les bavards de gauche qui dénoncent cet état de chose comme inféodant toute la production aux desseins ténébreux des manieurs d'argent. Les manieurs d'argent n'ont pas de desseins ténébreux, ou, s'ils en ont, ils sont bien incapables de les poursuivre.

En général, il n'y a personne de mieux intentionné qu'un financier; la plupart travailleraient volontiers au bonheur de leurs contemporains si leur sacré métier leur laissait un peu de temps pour le faire. J'ai l'impression que ces messieurs sont les premiers épouvantés de la puissance qu'on leur a laissé prendre. Ils ne savent comment l'employer et seraient absolument ravis si on leur rendait le service de les en décharger. Imaginez un petit garçon qui se trouve enfermé dans une chambre avec une mitrailleuse...

Un des premiers soins d'un gouvernement digne de ce nom serait de délivrer les financiers de leur pouvoir, et de les renvoyer au commerce de l'argent pour lesquels ils sont faits de toute éternité. De peur que pareil accident ne leur arrive encore dans la suite, la bonté de l'autorité politique devrait aller jusqu'à munir ces pauvres gens d'une surveillance tutélaire. Par exemple, il faudrait mettre un représentant du Roi dans toute entreprise dont le capital dépasse cent millions.

C'est naturel : du moment que l'intérêt national commence à être en jeu, le pouvoir a son mot à dire. Bien entendu, cela s'accorderait

avec une réforme profonde des sociétés, en vue de fixer les responsabilités de tous les sociétaires. Mais c'est là un autre propos.

Pour le moment, le capitalisme empirique, fondé sur la Bourse et la banque, est en pleine décomposition. D'où le reflux de l'épargne, qui estime n'avoir plus rien à faire dans cette boutique démantibulée. A l'heure où j'écris, il n'y a pas un seul établissement sain, parmi les grandes entreprises de production ou de crédit. Sans l'intervention du gouvernement, les retraits et les ventes d'actions se précipiteraient en avalanche, ce serait la faillite universelle, et il n'y aurait plus besoin de détruire le capitalisme de spéculation : il n'existerait plus.

MM. Theunis et Franqui sont de grands, de très grands financiers. Ils ont expérimenté comme personne la toute-puissance pratique de l'argent. Bons patriotes, ils pourraient, comme chefs du gouvernement, réaliser une œuvre de salut public qui ferait bénir leurs noms par les générations futures. Après avoir renoncé, et pour toujours, à une profession qu'ils ont grandement honorée, et où ils rendaient les plus signalés services, qu'ils s'appliquent à une réforme de l'Etat qui, tout en reconnaissant le rôle bienfaisant et primordial du banquier dans l'économie contemporaine, maintiendrait très nette la distinction entre le politique et le financier et restaurerait le primat et la nécessaire indépendance du premier, condition *sine qua non* d'un Etat fort et d'une vie publique ordonnée et saine.

Nous reviendrons encore sur le « pamphlet » de Robert Poulet, « satirique et violent » comme il convient à un pamphlet. Contrairement à l'usage général du mot, il n'a ici aucun sens défavorable. Robert Poulet est vrai. Quelques erreurs de détail, certains jugements un peu gros et un peu sommaires ne nuisent pas à l'ensemble. La Révolution est à droite, la démonstration est passionnée, mais elle est juste. Cette brillante improvisation écrite en une semaine est une bien jolie réussite.

PHILCO

La plus forte production mondiale d'appareils de T.S.F.

1,600,000 Récepteurs en 1 an soit 6 fois plus que la plus grande usine d'Europe

QUELQUES RÉFÉRENCES UNIQUES :

S. S. le Pape Pie XI
S. A. le Prince Henri de Ligne
S. Exc. Benito Mussolini
Madame Alice Roberte
Fournisseur de l'Armée, etc.

S. M. la Reine d'Angleterre
S. A. le Prince de Galles
S. Exc. le Ministre Balbo
Maurice Chevalier
Fournisseur de la Police, etc.

Principaux avantages de la Série 1935 :

RÉGLAGE A OMBRE : Permet de régler l'appareil à la vue, plus exactement qu'à l'ouïe.

ANTIFADING : Supprime 100 p. c. des effets du fading.

VOLUME CONTROLE AUTOMATIQUE : Toutes les stations sont d'égale puissance.

QUATRE TONALITÉS : Permet d'adapter la réception musicale au diapason de votre oreille.

ATTÉNUEUR DE PARASITES : Ceci est un brevet exclusif à Philco.

SÉLECTIVITÉ : 9 kilocycl., impossible d'avoir 2 stations à la fois.

H.-P. AUDITORIUM : Sonorité unique, grâce à l'équilibre rigoureux du Philco.

BLOC CONDENSATEUR et CHASSIS FLOTTANTS : aucune vibration possible.

DISTRIBUTEURS
GÉNÉRAUX

PHILCO

Av. de la Toison d'Or, 120, Bruxelles

Téléphone 37.60.81